JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	700 fr.	375 fr.
Etranger	850 fr.	450 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 30 fr.
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 35 fr.
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ. TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

la ligne	30 f
Minimum	150 f
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	150 f

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Tous mémoires, requêtes ou pétitions, sous forme de lettre ou autrement, adressés à Monsieur le Commissaire de la République, à M.M. les Chefs de Service, Commandants de Cercle ou Chefs de Subdivision doivent être revêtus du timbre de dimension.

Faute de quoi, lesdites pièces seront retournées aux signataires sans examen.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1951

23 avril	— Décret n ^o 51-495 portant modification du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies. (Arrêté de promulgation n ^o 302-51/Cab. du 3 mai 1951)	384
5 mai	— Décret n ^o 51-509 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 6 de la loi n ^o 50-772 du 30 juin 1950 relatif à la répartition des cadres des fonctionnaires civils et relevant de l'autorité du ministre de la France d'outre-mer, en cadres généraux, supérieurs et locaux. (Arrêté de promulgation n ^o 324-51/Cab. du 12 mai 1951)	385
5 mai	— Décret n ^o 51-510 relatif à l'application du règlement d'administration publique n ^o 51-509 du 5 mai 1951. (Arrêté de promulgation n ^o 324-51/Cab. du 12 mai 1951)	386
5 mai	— Décret n ^o 51-511 fixant, en application de la loi n ^o 50-772 du 30 juin	

1950, les régimes de rémunération, des prestations familiales, des congés administratifs de certains cadres de fonctionnaires civils relevant du ministère de la France d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n^o 324-51/Cab. du 12 mai 1951)

5 mai	— Décret n ^o 51-560 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n ^o 49-418 du 25 mars 1949 relative au statut et aux droits des combattants volontaires de la résistance, aux membres des F.F.L. et aux membres de la résistance ayant résisté dans les camps de prisonniers ou ayant servi dans les territoires d'outre-mer ou en territoires étrangers occupés par l'ennemi. (Arrêté de promulgation n ^o 336-51/Cab. du 22 mai 1951)	387
7 mai	— Arrêté interministériel portant application des dispositions de l'article 4, alinéa 2, du décret n ^o 51-511 du 5 mai 1951, fixant, en application de la loi n ^o 50-772 du 30 juin 1950, les régimes de rémunération, des prestations familiales, des congés administratifs de certains cadres de fonctionnaires civils relevant du ministère de la France d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n ^o 331-51/Cab. du 19 mai 1951)	392
7 mai	— Arrêté interministériel fixant le supplément familial de l'indemnité d'éloignement, en application du décret n ^o 51-511 du 5 mai 1951. (Arrêté de promulgation n ^o 331-51/Cab. du 19 mai 1951)	392
10 mai	— Décret n ^o 51-527 portant règlement d'administration publique et fixant les conditions de désignation des membres du Conseil économique. (Arrêté de promulgation n ^o 332-51/Cab. du 19 mai 1951)	396

10 mai	— Décret n° 51-549 portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Togo). (Arrêté de promulgation n° 333-51/Cab. du 19 mai 1951)	399
12 mai	— Loi n° 51-534 relative au renouvellement de l'Assemblée nationale. (Arrêté de promulgation n° 334-51/Cab. du 19 mai 1951).	400

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1951

17 février	— N° 134-51/P. — Arrêté modifiant l'arrêté n° 318-50/P. du 24 avril 1950 accordant une permission annuelle d'absence au personnel administratif non autochtone de l'Instruction Publique.	400
28 mars	— N° 217-51/F. — Arrêté modifiant l'arrêté n° 877-50/F. du 4 novembre 1950 portant reclassement des fonctionnaires des cadres locaux et agents civils du Togo en ce qui concerne les déplacements.	401
9 mai	— N° 314-51/AE — Arrêté portant fermeture de la Campagne d'achat de Karité de la récolte 1950.	401
11 mai	— N° 321-51/DSP. — Arrêté portant fixation de la prime à allouer pour la capture de certains serpents vivants.	402
12 mai	— N° 322-51/AP. — Arrêté ordonnant le recensement des villages du canton de Lomé	402
18 mai	— N° 325-51/AE. — Arrêté portant approbation des rôles primitifs des cotisations 1951 de la SIP de Tsévié.	402
Additif à l'arrêté n° 87-51/F. du 31 janvier 1951 portant création pour le personnel civil appartenant à des cadres administratifs réguliers et pour des agents contractuels assimilés, un nouveau régime d'allocations familiales		401
Personnel		402
Divers		408

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Liste des Chirurgiens dentistes exerçant librement leur art au Togo	416
Avis	415
Météo	418
Statuts de la « Coopérative des Planteurs de coco du Littoral Togolais	416
Avis de perte	417

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Caisses d'avances

ARRETE N° 302-51/Cab du 3 mai 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 51-495 du 23 avril 1951 portant modification du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 3 mai 1951.

Y. DIOO.

DECRET N° 51-495 du 23 avril 1951.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre d'Etat, chargé des relations avec les Etats associés, du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre du budget,

Vu les articles 16 et 17 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 14 mars 1948 portant augmentation de avances aux services régis par économie pour le compte de l'Etat et aux corps de troupe,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 16 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies est complété comme suit :

« Les régisseurs des caisses d'avances sont dispensés de produire aux comptables du Trésor les pièces justificatives de dépenses de matériel lorsque ces dépenses sont inférieures à la limite fixée en monnaie locale soit par arrêté du haut commissaire de France en Indochine, approuvé par le ministre d'Etat chargé de relations avec les Etats associés, soit par arrêté de hauts commissaires de la République, commissaire de la République ou gouverneurs, approuvé par le ministre de la France d'outre-mer, sur avis du ministre des finances et des affaires économiques.

« L'emploi des sommes consacrées à ces dépenses est justifié par un état récapitulatif visé par le chef de service. Les pièces justificatives sont conservées per

dant deux années par le régisseur qui, durant ce délai, les tient à la disposition de la cour des comptes et des agents chargés du contrôle sur place ».

ART. 2. — Le montant maximum des avances prévu à l'article 17 du décret du 30 décembre 1912 et fixé en dernier lieu par le décret du 15 mars 1948 à 9 millions de francs, est porté à 16 millions de francs.

ART. 3. — Le ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés, le ministre de la France d'Outre-mer, le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 23 avril 1951.

Henri QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres :

*Le ministre d'Etat chargé des relations
avec les Etats associés,*
Jean LETOURNEAU.

Le ministre de la France d'outre-mer,
François MITTERRAND.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
Maurice PETSCHÉ.

Le ministre du budget,
Edgar FAURE.

Personnel

ARRETE No 324-51/Cab du 12 mai 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi no 50-772 du 30 juin 1950 fixant les conditions d'attribution des soldes et indemnités des fonctionnaires civils et militaires relevant du ministère de la France d'outre-mer, les conditions de recrutement, de mise en congé ou à la retraite de ces mêmes fonctionnaires, promulguée au Togo le 10 juillet 1950;

Vu le décret no 49-528 du 15 avril 1949 étendant aux personnels des cadres régis par décret relevant du ministère de la France d'outre-mer, en service dans les territoires appartenant à la zone du franc CFA, le bénéfice des dispositions relatives à la réalisation du reclassement de la fonction publique, promulgué au Togo le 25 avril 1949;

Vu le décret no 49-529 du 15 avril 1949 modifiant le régime des soldes du personnel des cadres régis par décret relevant du ministère de la France d'outre-mer, promulgué au Togo le 25 avril 1949, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret no 50-1348 du 27 octobre 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi no 46-2294 du 19 octobre 1946 aux fonctionnaires de certains cadres civils exerçant normalement leur activité dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, promulgué au Togo le 2 novembre 1950;

Vu les décrets no 48-1817 du 30 novembre 1948, no 49-530 du 15 avril 1949 et no 50-970 du 12 août 1950 relatifs au régime des indemnités pour charges de famille dans certains territoires d'outre-mer, promulgués respectivement au Togo les 16 décembre 1948, 25 avril 1949 et 21 août 1950;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le Territoire du Togo :

1^o — le décret no 51-509 du 5 mai 1951 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 6 de la loi no 50-772 du 30 juin 1950 relatif à la répartition des cadres des fonctionnaires civils et relevant de l'autorité du ministre de la France d'outre-mer, en cadres généraux, supérieurs et locaux;

2^o — le décret no 51-510 du 5 mai 1951 relatif à l'application du règlement d'administration publique no 51-509 du 5 mai 1951;

3^o — le décret no 51-511 du 5 mai 1951 fixant, en application de la loi no 50-772 du 30 juin 1950, les régimes de rémunération, des prestations familiales, des congés administratifs de certains cadres de fonctionnaires civils relevant du ministère de la France d'outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 12 mai 1951.

Y. DIGO.

DECRET No 51-509 du 5 mai 1951.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre du budget et du secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,

Vu la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires de l'Etat et notamment son article 2;

Vu la loi no 50-772 du 30 juin 1950 fixant les modalités d'attribution des soldes et indemnités des fonctionnaires civils et militaires relevant du ministère de la France d'outre-mer, les conditions de recrutement, de mise en congé ou à la retraite de ces mêmes fonctionnaires;

Vu le décret no 50-1348 du 27 octobre 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 19 octobre 1946 aux fonctionnaires de certains cadres civils exerçant normalement leur activité dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer,

Le conseil d'Etat entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les cadres de fonctionnaires civils relevant de l'autorité du ministre de la France d'outre-mer et existant à la date du 25 décembre 1950 dans les territoires énumérés à l'article 7 du présent décret, seront, pour compter de la même date, répartis dans les cadres généraux, supérieurs ou locaux visés à l'article 6 de la loi du 30 juin 1950.

ART. 2. — Cette répartition se fera pour les cadres généraux par décret contresigné par le ministre de

la France d'outre-mer, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre du budget et le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative et, pour les cadres supérieurs, par arrêtés du chef de groupe de territoires ou de territoires autonomes, pris après avis des assemblées territoriales compétentes et soumis à l'approbation du ministre de la France d'outre-mer.

Cette procédure sera suivie en cas de création d'un nouveau cadre.

ART. 3. — Les cadres généraux comprennent les emplois correspondant à des fonctions qui par leur importance peuvent conduire leurs titulaires à servir indifféremment dans plusieurs groupes de territoires ou territoires autonomes. Ne peuvent être classés dans la catégorie des cadres généraux que les cadres dont les conditions normales de recrutement exigent, de la part des candidats, la possession d'une licence ou d'un diplôme d'enseignement supérieur ou d'enseignement technique équivalent.

Ne peuvent être classés dans la catégorie des cadres supérieurs que les cadres dont le recrutement normal a lieu par concours parmi des candidats justifiant de la possession du brevet élémentaire ou d'un diplôme d'enseignement du second degré ou d'un diplôme d'enseignement technique équivalent.

ART. 4. — A titre transitoire et personnel, bénéficieront des avantages prévus en faveur des fonctionnaires des cadres généraux les personnels des cadres qui, qualifiés précédemment de cadres généraux n'auront pu être classés dans cette catégorie faute de remplir les conditions fixées au premier alinéa de l'article 3 ci-dessus, sous réserve que les cadres auxquels appartiennent ces personnels aient été recrutés statutairement, par voie de concours, parmi les candidats justifiant de la possession du baccalauréat ou, par dérogation, d'un diplôme technique équivalent.

Les mêmes dispositions sont applicables aux personnels appartenant à des cadres qui auront été classés dans les cadres supérieurs et qui satisferont aux conditions de recrutement fixées à l'alinéa précédent.

Bénéficieront de cette mesure à titre transitoire et personnel les fonctionnaires qui seront recrutés dans les conditions prévues ci-dessus avant le 25 décembre 1960.

Des décrets contresignés du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre du budget et du secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative fixeront la liste des cadres généraux dont les personnels bénéficieront des mesures prévues au présent article.

ART. 5. — Des arrêtés des chefs de groupes de territoires ou de territoires autonomes pourront prévoir à titre transitoire et personnel en faveur des fonctionnaires appartenant à des cadres qui possédaient précédemment la qualification de cadres supérieurs et ne pourront être classés dans cette catégorie faute de remplir les conditions fixées au deuxième alinéa de

l'article 3 ci-dessus des mesures analogues à celles prévues audit article.

Ces arrêtés qui détermineront également les cadres supérieurs dont les membres bénéficieront des dispositions de l'article précédent seront pris après avis des assemblées territoriales compétentes et seront soumis à l'approbation du ministre de la France d'Outre-mer.

ART. 6. — Les dispositions du décret du 27 octobre 1950 susvisé sont applicables aux personnels des cadres qui auront été classés dans les cadres généraux, conformément aux dispositions de l'article 1^{er} du présent décret ainsi qu'aux personnels visés à l'article 4 dudit décret.

ART. 7. — Les dispositions du présent décret sont applicables dans les territoires suivants :

Afrique occidentale française;
Togo;
Cameroun,
Afrique équatoriale française;
Madagascar et dépendances;
Territoire des Comores;
Côte française des Somalis;
Saint-Pierre et Miquelon;
Etablissements français dans l'Inde;
Nouvelle-Calédonie et dépendances;
Etablissements français de l'Océanie.

ART. 8. — Le ministre de la France d'Outre-mer, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre du budget et le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 5 mai 1951.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,
François MITTERRAND.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
Maurice-PETSCHÉ.

Le ministre du budget,
Edgar FAURE.

*Le Secrétaire d'Etat à la
fonction publique et à la
réforme administrative,*
Pierre MÉTAYER.

DECRET N° 51-510 du 5 mai 1951.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre du budget et du secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,

Vu le décret n° 51-509 du 5 mai 1951 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 6 de la loi n° 50-772 du 30 juin 1950, relatif au classement des cadres de fonctionnaires civils relevant de l'autorité du ministre de la France d'outre-mer en cadres généraux, cadres supérieurs et cadres locaux;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont classés dans les cadres généraux visés à l'article 6 de la loi n° 50-772 du 30 juin 1950, les cadres énumérés au tableau I annexé au présent décret.

ART. 2. — Les cadres ouvrant droit à l'avantage prévu à l'alinéa 1^{er} de l'article 4 du décret n° 51-509 du 5 mai 1951 sont énumérés au tableau II annexé au présent décret.

ART. 3. — Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre du budget et le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui aura effet à compter du 25 décembre 1950 et sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 5 mai 1951.

Henri QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,

François MITTERRAND.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Maurice-PETSCHÉ.

Le ministre du budget,

Edgar FAURE.

Le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,

Pierre MÉTAYER.

ANNEXE

AU DÉCRET N° 51-510 DU 5 MAI 1951

TABLEAU I

1 Gouverneurs généraux et gouverneurs de la France d'outre-mer (décret du 21 juillet 1921).

2 Administrateurs de la France d'outre-mer (décret du 10 juillet 1920).

3 Personnel supérieur des bureaux des secrétariats généraux (à partir du grade de sous-chef de bureau) (décret du 24 novembre 1912).

4 Agriculture (à partir du grade d'ingénieur-adjoint jusqu'à celui d'inspecteur général) (décret du 6 avril 1946).

5 Spécialistes des travaux de laboratoires (à partir du grade de chef de travaux jusqu'à celui d'inspecteur général) (décret du 6 avril 1946).

6 Elevage (à partir du grade de vétérinaire inspecteur jusqu'à celui d'inspecteur général) (décret du 6 avril 1946).

7 Eaux et forêts (à partir du grade d'inspecteur adjoint jusqu'à celui d'inspecteur général) (décret du 10 septembre 1942).

8 Inspecteur du travail et de la main-d'œuvre (à partir du grade d'inspecteur jusqu'à celui d'inspecteur général) (décret du 17 août 1944).

9 Travaux publics, mines et techniques industrielles (à partir du grade d'ingénieur adjoint jusqu'à celui d'ingénieur général) (décret du 15 juillet 1944).

10 Chemins de fer d'outre-mer (personnels assimilés au cadre des travaux publics, à partir du grade d'ingénieur adjoint) (décret du 19 mai 1939).

11 Géologues (à partir de géologue assistant jusqu'à géologue en chef) (décret du 19 août 1946).

12 Officiers des ports et rades (lieutenants et capitaines) (décret du 18 juillet 1945).

13 Chercheurs de l'office de la recherche scientifique d'outre-mer (à partir du grade de chargé de recherche jusqu'à celui de directeur) (décret du 26 juillet 1946).

14 Ingénieurs des travaux météorologiques (à partir du grade d'ingénieur adjoint jusqu'à celui d'ingénieur) (décret du 24 septembre 1946).

15 Postes et télécommunications d'outre-mer :

Branche technique (à partir du grade d'ingénieur adjoint jusqu'à celui d'inspecteur général);

Branche administrative (à partir du grade de contrôleur rédacteur jusqu'à celui d'inspecteur général) (décret du 23 août 1944).

TABLEAU II

1 Personnel du cadre d'administration générale (décret du 13 mars 1946).

2 Chiffreurs (décret du 3 novembre 1945).

3 Infirmières et sages-femmes coloniales (décret du 22 août 1944).

4 Adjoints techniques des travaux publics (décret du 15 juillet 1944).

5 Personnels des postes et télécommunications autres que ceux des branches techniques et administratives (décret du 23 août 1944).

6 Médecins, pharmaciens et sages-femmes africains (décret du 11 août 1944).

7 Vétérinaires africains (décret du 12 juin 1946).

8 Greffiers en chef.

9 Payeurs et commis des trésoreries (en attendant la constitution du cadre prévu par l'article 2 du décret n° 50-1348 du 27 octobre 1950) (décret du 6 août 1921).

DECRET N° 51-511 du 5 mai 1951.

Le président du conseil des ministres :

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre du budget et du secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative.

Vu la loi n° 50-772 du 30 juin 1950 fixant les conditions d'attribution des soldes et indemnités des fonctionnaires civils et militaires relevant du ministère de la France d'outre-mer, les conditions de recrutement, de mise en congé ou à la retraite de ces mêmes personnels;

Vu le décret du 2 mars 1910 sur le solde et les accessoires de solde du personnel colonial et tous textes modificatifs;

Vu le décret n° 45-1541 du 11 juillet 1945 concernant la fixation des soldes des personnels des cadres généraux relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 49-528 du 15 avril 1949 étendant aux personnels des cadres régis par décret relevant du ministère de la France d'outre-mer, en service dans les territoires appartenant à la zone du franc C.F.A., le bénéfice des dispositions relatives à la réalisation du reclassement de la fonction publique;

Vu le décret n° 49-529 du 15 avril 1949 modifiant le régime des soldes du personnel des cadres régis par décret relevant du ministère de la France d'outre-mer et les textes pris en application de ce dernier pour les divers territoires d'outre-mer de la zone C.F.A., C.F.P., Somalis, Roupis;

Vu le décret n° 50-1348 du 27 octobre 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 aux fonctionnaires de certains cadres civils exerçant normalement leur activité dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu les décrets n° 48-1817 du 30 novembre 1948, n° 49-530 du 15 avril 1949 et n° 50-970 du 12 août 1950 relatifs au régime des indemnités pour charges de famille dans certains territoires d'outre-mer;

Vu le décret n° 51-509 du 5 mai 1951 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 6 de la loi n° 50-772 du 30 juin 1950 :

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Généralités.

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables aux personnels civils relevant de l'autorité du ministre de la France d'outre-mer dans les territoires suivants : Afrique occidentale française, Togo, Cameroun, Afrique équatoriale française, Madagascar et dépendances, territoires des Comores, Côte française des Somalis, Saint-Pierre et Miquelon, Etablissements français dans l'Inde, Nouvelle-Calédonie et dépendances, Etablissements français de l'Océanie.

TITRE 1^{er}.

Régime de rémunération.

ART. 2. — Pour compter du 25 décembre 1950, les dispositions des décrets n° 49-529 du 15 avril 1949, n° 49-1622 du 28 décembre 1949, n° 49-1624 du 28 décembre 1949, n° 49-1677 du 28 décembre 1949 sont abrogées expressément en ce qui concerne les personnels en service dans les territoires visés à l'article 1^{er} ci-dessus.

ART. 3. — Le complément spécial prévu par l'article 2, alinéa 1^{er}, de la loi n° 50-772 du 30 juin 1950 est soumis au régime défini par les articles suivants en ce qui concerne les personnels civils des cadres généraux régis par décrets relevant du ministère de la France d'outre-mer dans les différentes positions rétribuées, en service, prévues au décret du 2 mars 1910 susvisé et au décret n° 50-1348 du 27 octobre 1950.

ART. 4. — Il est inséré dans le décret du 2 mars 1910, l'article 89 bis nouveau ci-après :

« I. — Le complément spécial est un accessoire de solde non soumis à retenue pour pension alloué aux fonctionnaires des cadres généraux pour faire face aux sujétions particulières inhérentes à l'exercice de la fonction publique dans les territoires d'outre-mer.

« Le complément spécial est proportionnel à la solde indiciaire de base des intéressés. Son montant, établi en francs métropolitains, est payé pour sa contre-valeur en monnaie locale, d'après la parité en vigueur au cours de la période sur laquelle porte la liquidation, multipliée par l'index de correction applicable à la solde de base.

« II. — Sous les réserves prévues au paragraphe VII du présent article à l'égard des fonctionnaires appelés à changer de territoire de service par suite de nomination ou de promotion, le complément spécial est fixé comme suit :

« Nouvelle-Calédonie, Etablissements français de l'Océanie : 2,5 dixièmes de la solde indiciaire de base.

« Saint-Pierre et Miquelon : 3 dixièmes de la solde indiciaire de base;

« Afrique occidentale française, Togo, Afrique équatoriale française, Cameroun, Côte française des Somalis, Etablissements français dans l'Inde, îles Wallis et Futuna, Madagascar et dépendances, territoires des Comores, Nouvelles-Hébrides : 4 dixièmes de la solde indiciaire de base;

« Le complément spécial à allouer aux fonctionnaires civils des cadres supérieurs autres que ceux visés à l'article 4 du décret n° 51-509 du 5 mai 1951 et aux fonctionnaires civils des cadres locaux sera fixé par arrêtés des hauts commissaires ou chefs de territoires pris, après avis des assemblées territoriales compétentes, et soumis à l'approbation du ministre de la France d'outre-mer, dans la limite des maxima déterminés par arrêté interministériel, contresigné du ministre de la France d'outre-mer et du ministre des finances à intervenir dans les six mois avec effet du 25 décembre 1950.

« III. — Les fonctionnaires envoyés en mission continuent à se voir appliquer les dispositions du décret n° 50-794 du 23 juin 1950 fixant le régime de rémunération applicable en position de mission à ces personnels. Toutefois, le complément spécial de solde du territoire de mission est substitué à la majoration de dépaysement dans tous les cas où le paiement de cette dernière est prévu par le décret susvisé.

« IV. — Le droit au complément spécial de solde court du jour inclus de l'arrivée dans le territoire et cesse le jour du départ de ce territoire. Il n'est pas interrompu lorsque le fonctionnaire en service ou en mission dans son territoire voyage par ordre, entre les diverses dépendances d'un même groupe de territoires ou d'un même territoire autonome.

« V. — Les fonctionnaires qui, en cours de voyage ou à leur arrivée, sont retenus en quarantaine au lazaret d'un territoire peuvent prétendre, le cas échéant, à leur choix, pendant la quarantaine, soit au complément spécial de solde afférent audit territoire, soit à la concession de l'indemnité de séjour prévue par la réglementation relative aux frais de déplacement outre-mer.

VI. — Ont également droit, le cas échéant, au complément spécial afférent au territoire où ils se trouvent effectivement, cumulativement avec les indemnités réglementaires de séjour, les fonctionnaires qui, soit en se

rendant de France dans un territoire d'outre-mer ou *vice versa*, soit en passant d'un territoire dans un autre, sont débarqués ou retenus par ordre ou par cas de force majeure :

« 1^o Dans un territoire autre que celui auquel ils sont ou étaient affectés;

« 2^o Dans un port ou aéroport d'un territoire autre que celui de débarquement.

« VII. — Les fonctionnaires qui, par suite de nomination ou de promotion, sont appelés à changer de territoire ne reçoivent, le cas échéant, le complément spécial de solde prévu pour le territoire où ils doivent continuer à servir, que du jour de leur arrivée dans ce dernier territoire.

« Du jour de leur nomination ou promotion au jour exclu de leur départ, ils reçoivent la solde de leur nouvel emploi augmentée le cas échéant, du complément spécial du territoire où ils se trouvent.

« Dans le cas prévu par le présent paragraphe, l'imputation de la solde et, éventuellement, du complément spécial est effectuée conformément aux prescriptions de l'article 40 (§ 3) du décret du 3 juillet 1897 sur les déplacements.

« VIII. — Le complément spécial suit le régime de la solde. Il est réductible dans la même proportion que cette dernière, notamment dans le cas prévu à l'article 113 (§ 4) ».

ART. 5. — Les émoluments auxquels peuvent prétendre les fonctionnaires visés à l'article 1^{er} du présent décret, lorsqu'ils sont dans une position rétribuée autre que celle de service (permission, congé, transit, expectative de retraite, maintien par ordre, etc.) sont calculés sur la base de la solde afférente à leur grade ou à leur emploi affectée, le cas échéant, de l'index de correction applicable à cette solde dans le territoire de résidence. Les intéressés bénéficieront, en outre,

des indemnités attachées à la résidence ainsi que des indemnités de cherté de vie en vigueur dans ce territoire suivant les taux les plus élevés applicables aux fonctionnaires recevant la même solde.

En cours de traversée à bord des paquebots ou en avion, les fonctionnaires susvisés ne peuvent prétendre qu'à la solde de présence dégagée de tous ses accessoires.

ART. 6. — En attendant l'établissement d'un nouveau régime d'indemnité résidentielle de cherté de vie à intervenir dans les six mois et qui prendra effet à compter du 25 décembre 1950, les taux actuels de l'indemnité de zone sont maintenus, à titre d'acompte, dans les territoires où cette indemnité existe.

ART. 7. — Les dispositions de l'article 94 du décret du 2 mars 1910 relatives à l'indemnité de départ colonial, modifiée en dernier lieu par décret n° 48-1595 du 8 octobre 1948, sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« Art. 94. — I. — L'indemnité d'éloignement prévue par l'article 2, alinéa 2 de la loi n° 50-772 du 30 juin 1950, est allouée aux personnels civils des cadres généraux régis par décrets relevant du ministère de la France d'outre-mer et appelés à servir en dehors, soit de la métropole, soit du territoire où ils sont en service, soit du pays ou territoire où ils résident habituellement.

« Elle n'est pas due :

« 1^o Lorsqu'il n'y a pas déplacement effectif du fonctionnaire;

« 2^o En cas d'envoi en mission temporaire;

« 3^o En cas de mutation sur demande de l'intéressé.

« II. — Elle est payée en deux fractions égales, l'une au départ, l'autre au retour, fixées chacune en mois et jours de la solde indiciaire de base en vigueur au moment de sa liquidation et en fonction de l'éloignement, conformément au barème ci-dessous :

CHANGEMENT de territoire avec déplacement effectif du fonctionnaire portant sur :	TERRITOIRE DE SERVICE						
	Afrique Occidentale française, Togo, Comores (séjour 2 ans)	Saint-Pierre et Miquelon (séjour 3 ans)	Madagascar et dépendances, Nouvelle-Calédonie (séjour 3 ans)	Afrique équatoriale française, Cameroun, Côte française des Somalis (séjour 2 ans) Etablissements français de l'Océanie (séjour 3 ans)	Etablissements français dans l'Inde (séjour 2 ans et demi).	Nouvelles-Hébrides (séjour 3 ans)	Iles Wallis et Futuna (séjour 3 ans)
Moins de 500 km.	15 jours	»	21 jours	23 jours	»	»	»
Plus de 500 km. et moins de 1000 km.	1 mois	»	1 mois 12 jours	1 mois 15 jours	»	»	»
Plus de 1000 km. et moins de 2000 km.	2 mois	»	2 mois 24 jours	3 mois	»	»	»
Plus de 2000 km. et moins de 3000 km.	3 mois	»	4 mois 6 jours	4 mois 15 jours	»	»	»
Plus de 3000 km.	5 mois 15 jours	6 mois	7 mois	7 mois 15 jours	8 mois	9 mois	13 mois

« Le montant de l'indemnité d'éloignement, établi en francs métropolitains, est, le cas échéant, payé dans les territoires visés à l'article 1^{er} ci-dessus, pour sa contrevaieur en monnaie locale d'après la parité en vigueur au cours de la période sur laquelle porte la liquidation.

« Il est précisé que, dans les groupes de territoires, le déplacement effectif d'un territoire à l'autre donne droit à la perception de l'indemnité dans les conditions de taux et de distances ci-dessus définies.

« III. — Le supplément familial de l'indemnité d'éloignement sera fixé par arrêté interministériel contresigné du ministre de la France d'outre-mer et du ministre des finances. Le paiement de ce supplément s'effectue en deux échéances coïncidant avec celles de l'indemnité d'éloignement.

« IV. — Les fonctionnaires qui, après avoir reçu la moitié de l'indemnité d'éloignement, ne suivent pas leur destination, doivent rembourser le montant de cette allocation. Toutefois, s'ils ont été mis dans l'impossibilité de rejoindre leur poste pour des raisons indépendantes de leur volonté, ils conserveront la partie de cette allocation correspondant au montant de l'indemnité prévue par le décret n° 48-1593 du 8 octobre 1948. Les fonctionnaires maintenus, dans ce cas, en possession de cette fraction d'indemnité, ne peuvent prétendre à la partie de l'indemnité d'éloignement déjà perçue et non reversée en cas de désignation ultérieure pour un séjour outre-mer.

« Seul, peut éventuellement être dû le complément d'indemnité motivé par une modification de la solde de base des intéressés.

V. — Les fonctionnaires rapatriés de leur territoire de service, quelle que soit la cause de leur rapatriement, ne peuvent prétendre à la deuxième tranche de l'indemnité d'éloignement qu'autant que la durée du séjour a été supérieure à la moitié du séjour réglementaire. Dans ce cas, la deuxième moitié de l'indemnité est proportionnelle au séjour effectué après le douzième, le quinzième, le dix-huitième mois, selon le territoire de service.

« VI. — Tout fonctionnaire interrompant son séjour pour convenance personnelle avant l'expiration de la période réglementaire subit sur sa solde une retenue égale à une partie de l'indemnité d'éloignement déjà perçue ou à percevoir.

« Cette partie est proportionnelle au nombre de mois restant à courir jusqu'à l'achèvement du séjour réglementaire, tout mois commencé étant considéré comme ayant été effectivement accompli.

« VII. — Le taux de la deuxième tranche de l'indemnité d'éloignement est celui de l'indemnité en vigueur dans le dernier territoire de service quand les fonctionnaires sont, dans le cours de leur séjour, envoyés d'un territoire à l'autre.

« VIII. — Il n'est alloué aucune indemnité d'éloignement supplémentaire aux fonctionnaires qui repartent pour achever un séjour interrompu.

« IX. — Tout fonctionnaire maintenu en service effectif au delà de la durée de séjour réglementaire, reçoit un supplément d'indemnité d'éloignement proportionnel au temps de séjour effectué en excédent et calculé d'après le taux de l'indemnité du dernier territoire de service.

« X. — Tout paiement de l'indemnité doit faire l'objet d'une mention sur le livret de solde des intéressés ».

ART. 8. — Les arrêtés prévus à l'article 2, alinéa 4, de la loi n° 50-772 du 30 juin 1950 adapteront, dans les six mois avec effets du 25 décembre 1950, aux personnels des cadres supérieurs et locaux, les dispositions de l'article 7 susvisé, dans les limites maximales ci-dessus définies.

ART. 9. — Pour les personnels en cours de séjour, en service outre-mer au 25 décembre 1950, les deux fractions de l'indemnité d'éloignement auxquelles ils peuvent prétendre leur seront payées à leur retour, proportionnellement au temps qu'ils auront passé dans leur territoire de service à partir du 25 décembre 1950.

ART. 10. — L'application des dispositions du présent décret ne pourra avoir pour effet de réduire les accessoires de solde des personnels intéressés à un montant inférieur à celui dont ils bénéficiaient sous l'empire des dispositions des décrets abrogés aux articles 2 et 7 ci-dessus, sur la base des soldes applicables à la date du 1^{er} juillet 1950.

TITRE II

Régime des prestations familiales

ART. 11. — Le décret n° 48-1817 du 30 novembre 1948 et les textes modificatifs sont abrogés et remplacés par les dispositions ci-après.

ART. 12. — Des arrêtés des hauts commissaires ou chefs de territoires, pris après avis des assemblées territoriales compétentes et soumis à l'approbation du ministre de la France d'outre-mer fixeront, selon les principes de la réglementation métropolitaine en vigueur en cette matière, pour l'ensemble des personnels civils définis par la loi n° 50-772 du 30 juin 1950 un nouveau régime d'allocations et de prestations familiales de telle manière que ces dernières soient établies aux mêmes taux et chiffres pour un même nombre d'enfants quel que soit le statut ou l'origine du fonctionnaire.

Ces arrêtés, qui devront intervenir dans un délai de six mois, prendront effet pour compter du 25 décembre 1950.

ART. 13. — Les fonctionnaires provenant de la métropole, d'un département ou d'un territoire d'outre-mer où ils auraient vocation à bénéficier d'un régime plus favorable recevront, à titre personnel, les avantages de ce régime.

Ces fonctionnaires recevront, le cas échéant, une indemnité différentielle entre le régime familial de leur territoire de service et celui de leur territoire de provenance.

En ce qui concerne les fonctionnaires provenant de la métropole cette indemnité sera égale à la différence entre :

1^o Le montant total des émoluments à caractère familial auxquels ils auraient droit si les dispositions relatives à ces derniers étaient applicables dans le territoire où ils exercent leurs fonctions sur la base du salaire moyen mensuel de 11.160 F. Ce montant, libellé en francs métropolitains, est retenu pour sa contre-valeur en monnaie locale d'après la parité en vigueur pendant la période sur laquelle porte la liquidation multipliée par l'index de correction fixé pour le territoire considéré;

2^o Le montant libellé en monnaie locale des allocations que ces mêmes personnels reçoivent au titre des dispositions visées à l'article 12 ci-dessus.

ART. 14. — En aucun cas, le total des émoluments à caractère familial auxquels auront droit les personnels visés par le présent décret ne pourra être inférieur en monnaie locale, à celui des allocations de même nature qu'ils percevaient sous l'empire de la réglementation antérieure.

TITRE III.

Congés administratifs.

ART. 15. — Le décret n^o 48-1646 du 20 octobre 1948 modifiant certaines dispositions de l'article 35 décret du 2 mars 1910 est abrogé.

ART. 16. — Les dispositions des paragraphes VI et VII de l'article 35 du décret du 2 mars 1910 sont modifiées comme suit :

« VI. — Les congés administratifs définis ci-dessus sont accordés aux personnels des cadres généraux pour en jouir, au choix du titulaire, soit dans la métropole, soit dans son territoire d'origine.

« VII. — Lorsque le territoire de service se confond avec le territoire d'origine, le congé est d'un mois par année de service. L'intéressé a la faculté de cumuler les congés afférents à trois années de service sans qu'un congé, pris en une seule fois, puisse, au total, dépasser trois mois.

« Le fonctionnaire qui, pour rejoindre son pays d'origine, doit passer par un autre territoire français, peut être autorisé à y séjourner pendant la moitié au plus de son congé ».

Pour l'application des dispositions ci-dessus, il faut entendre par territoire de service, tout territoire autonome ou faisant partie d'une fédération.

Dans tous les cas, les délais de route ne sont pas compris dans le décompte des congés.

ART. 17. — Des arrêtés des hauts commissaires ou des chefs de territoires, soumis à l'approbation du ministre de la France d'outre-mer adapteront aux personnels des cadres supérieurs et locaux les dispositions de l'article 16 ci-dessus.

ART. 18. — Les personnels visés à l'article 4 du décret n^o 51-509 du 5 mai 1951 bénéficieront du régime

des congés des cadres généraux dans les mêmes conditions que pour le régime de solde.

ART. 19. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret.

ART. 20. — Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre du budget et le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui aura effet du 25 décembre 1950 et sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 5 mai 1951.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,

François MITTERRAND.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Maurice-PETSCHÉ.

Le ministre du budget,

Edgar FAURE.

Le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,

Pierre MÉTAYER.

ARRETE N^o 331-51/Cab. du 19 mai 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret n^o 51-511 du 5 mai 1951 fixant, en application de la loi n^o 50-772 du 30 juin 1950, les régimes de rémunération, des prestations familiales, des congés administratifs de certains cadres de fonctionnaires civils relevant du ministère de la France d'outre-mer, promulgué au Togo le 12 mai 1951;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le Territoire du Togo :

1^o — l'arrêté interministériel du 7 mai 1951 portant application des dispositions de l'article 4, alinéa 2 du décret n^o 51-511 du 5 mai 1951 fixant, en application de la loi n^o 50-772 du 30 juin 1950, les régimes de rémunération, des prestations familiales, des congés administratifs de certains cadres de fonctionnaires civils relevant du ministère de la France d'outre-mer.

2^o — l'arrêté interministériel du 7 mai 1951 fixant le supplément familial de l'indemnité d'éloignement, en application du décret n^o 51-511 du 5 mai 1951 sus-visé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 19 mai 1951.

Y. DIGO.

ARRETE interministériel du 7 mai 1951.

Le ministre de la France d'outre-mer et le ministre du budget,

Vu le décret n° 51-511 du 5 mai 1951 fixant, en application de la loi n° 50-772 du 30 juin 1950, les régimes de rémunération, des prestations familiales, des congés administratifs de certains cadres de fonctionnaires civils relevant du ministère de la France d'outre-mer,

ARRETEMENT :

ARTICLE PREMIER. — Le complément spécial de solde des personnels civils des cadres supérieurs et locaux, en service dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, autres que ceux visés à l'article 4 du décret n° 51-509 du 5 mai 1951, ne pourra dépasser respectivement la moitié et le quart de celui des cadres généraux fixé à l'article 4 du décret susvisé, fixant les régimes de rémunération.

ART. 2. — Le présent arrêté sera inséré au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 7 mai 1951.

Le ministre de la France d'outre-mer,
Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,
Pierre NICOLAY.

Le ministre du budget,
Edgar FAURE.

ARRETE interministériel du 7 mai 1951.

Le ministre de la France d'outre-mer et le ministre du budget,

Vu le décret n° 51-511 du 5 mai 1951 fixant, en application de la loi n° 50-772 du 30 juin 1950, les régimes de rémunération, des prestations familiales, des congés administratifs de certains cadres de fonctionnaires civils relevant du ministère de la France d'outre-mer, et notamment l'article 7 (§ 3).

ARRETEMENT :

ARTICLE PREMIER. — Le supplément familial de l'indemnité d'éloignement à allouer aux personnels civils des cadres visés aux articles 1^{er}, 3 et 4 du décret précité est fixé comme suit :

10 p. 100 du principal de l'indemnité d'éloignement pour l'épouse;

5 p. 100 du principal de l'indemnité d'éloignement pour chaque enfant à charge au sens de la réglementation sur les prestations familiales.

ART. 2. — Le supplément familial de l'indemnité d'éloignement est acquis même si les membres de la famille énumérés à l'article 1^{er} ci-dessus n'accompagnent pas outre-mer le chef de famille pour des raisons

indépendantes de leur volonté (études des enfants, raisons de santé, interdiction administrative et en général, empêchement grave).

ART. 3. — Le présent arrêté sera inséré au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 7 mai 1951.

Le ministre de la France d'outre-mer,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,
Pierre NICOLAY.

Le ministre du budget,
Edgar FAURE.

Combattants volontaires de la résistance

ARRETE No 336-51/Cab. du 22 mai 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi n° 49-418 du 25 mars 1949 relative au statut et aux droits des combattants volontaires de la résistance, aux membres des F.F.L. et aux membres de la résistance ayant résisté dans les camps de prisonniers ou ayant servi dans les territoires d'outre-mer ou en territoires étrangers occupés par l'ennemi, promulguée au Togo le 25 avril 1949;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 51-560 du 5 mai 1951 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 49-418 du 25 mars 1949 relative au statut et aux droits des combattants volontaires de la résistance, aux membres des F.F.L. et aux membres de la résistance ayant résisté dans les camps de prisonniers ou ayant servi dans les territoires d'outre-mer ou en territoires étrangers occupés par l'ennemi.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 22 mai 1951.

Y. DIGO.

DECRET No 51-560 du 5 mai 1951.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des anciens combattants et victimes de la guerre, du ministre de la défense nationale, du ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés, du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre du budget;

Vu la loi n° 49-418 du 25 mars 1949, notamment l'article 13 aux termes duquel « un décret portant règlement d'administration publique fixera les conditions d'application de la présente loi aux membres des F.F.L. et aux membres de la

résistance ayant servi dans les territoires d'outre-mer ou ayant résisté dans les camps de prisonniers ou en territoires étrangers occupés par l'ennemi »;

Vu le règlement d'administration publique n° 50-358 du 21 mars 1950 pris en application de l'article 15 de la loi n° 49-418 du 25 mars 1949 relative au statut et aux droits des combattants volontaires de la résistance, notamment l'article 23;

Vu la loi n° 48-1251 du 6 août 1948 établissant le statut définitif des déportés et internés de la résistance, ensemble le décret n° 49-427 du 25 mars 1949 portant règlement d'administration publique pour l'application de ladite loi;

Vu le décret n° 49-1643 du 23 décembre 1949 modifiant et complétant le décret du 1^{er} juillet 1930, portant règlement d'administration publique pris en exécution de l'article 101 de la loi du 19 décembre 1926 et fixant les conditions d'attribution de la carte du combattant;

Vu la loi n° 46-2423 du 30 octobre 1946 tendant à attribuer aux évadés la médaille des évadés et les droits y afférents;

Vu l'ordonnance n° 45-321 du 3 mars 1945 portant application aux membres des forces françaises de l'intérieur des pensions militaires fondées sur le décès ou l'invalidité;

Vu l'ordonnance n° 45-322 du 3 mars 1945 portant application aux membres de la résistance des pensions militaires fondées sur le décès ou l'invalidité;

Vu le décret n° 47-2084 du 20 octobre 1947 portant codification des textes législatifs concernant les pensions militaires d'invalidité et les diverses pensions d'invalidité soumises à un régime analogue;

Vu le décret n° 47-828 du 10 mai 1947 déterminant la composition, l'organisation, le fonctionnement et le régime financier de l'office national et des offices départementaux des anciens combattants et victimes de la guerre;

Le conseil d'Etat entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le titre de combattant volontaire de la résistance est attribué pour les catégories de résistants énumérées aux titres 1^{er}, II et III du présent décret, sur demande ou sur l'initiative du ministre des anciens combattants et victimes de la guerre, dans les cas prévus ci-après, par décision du ministre des anciens combattants et victimes de la guerre, président du comité d'administration de l'office national des anciens combattants et victimes de la guerre, après avis de la commission nationale instituée à l'article 4 de la loi n° 49-418 du 25 mars 1949, dont la composition, fixée à l'article 5 du décret du 21 mars 1950 susvisé, est toutefois modifiée comme il est dit à l'article 2 ci-après.

ART. 2. — Lorsqu'elle siège pour l'application des dispositions du présent décret, la commission nationale est complétée par :

Un représentant du ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés;

Un représentant du ministre de la France d'outre-mer.

D'autre part, les représentants des F.F.C., des F.F.I. et de la R.I.F. sont remplacés par :

Trois membres des F.F.L., désignés par le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre, sur proposition des associations intéressées;

Deux représentants des prisonniers de guerre désignés par le ministre des anciens combattants et victimes

de la guerre, sur proposition des associations intéressées;

Un représentant des évadés de guerre désigné par le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre, sur proposition des associations intéressées;

Deux membres de la résistance ayant servi dans les départements et territoires d'outre-mer et les autres pays de l'Union française, désignés par le ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés ou le ministre de la France d'outre-mer, sur proposition des représentants de la métropole dans ces territoires.

TITRE I

De la reconnaissance de la qualité de combattant volontaire de la résistance aux membres des forces françaises libres.

ART. 3. — A. — La qualité de combattant volontaire de la résistance est reconnue :

1^o Aux membres des F.F.L. qui peuvent prétendre à l'attribution de la carte du combattant en application des dispositions du décret n° 49-1613 du 23 décembre 1949 susvisé.

Les engagements dans les unités F.F.L. contractés dans un département ou territoire d'outre-mer ou un autre pays de l'Union française par des personnes y résidant ne seront pris en considération que s'ils sont antérieurs soit au ralliement desdits territoires tant à l'organisation de la France libre qu'au Comité national français de Londres, soit à leur libération par les troupes alliées;

2^o Aux membres des F.F.L. qui ont été exécutés, tués ou blessés dans des conditions de nature à ouvrir droit à une pension militaire de décès ou d'invalidité.

B. — La qualité de combattant volontaire de la résistance peut être reconnue, à titre exceptionnel et sur avis favorable de la commission nationale, aux personnes ayant accompli pendant quatre-vingt-dix jours au moins, consécutifs ou non, décomptés jour par jour soit dans les F.F.L., soit dans les organismes relevant tant de l'organisation de la France libre que du Comité national français de Londres, des services comportant habituellement l'exécution d'actes de résistance.

ART. 4. — Sous réserve des dispositions de l'article 12 du présent décret, les demandes doivent être accompagnées des pièces établissant le titre auquel elles sont formulées, à savoir notamment :

1^o Pour les personnes visées à l'article précédent A, 1^o :

Une attestation d'appartenance aux F.F.L. précisant la date de l'engagement;

Les documents établissant leur droit à la carte de combattant ou une copie certifiée conforme de leur carte;

2^o Pour les personnes visées à l'article précédent A, 2^o :

Une copie certifiée conforme du titre provisoire ou définitif de la pension attribuée soit au demandeur, soit à ses ayants cause;

En l'absence de demande de pension, tous documents propres à établir l'existence du droit à pension;

3^o Pour les personnes visées à l'article précédent, B :

Une attestation délivrée par l'organe central F. F. L. certifiant la matérialité et la durée des actes de résistance accomplis par les intéressés, et le cas échéant :

Une attestation d'appartenance F. F. L. précisant la date de l'engagement et la durée des services.

TITRE II

De la résistance dans les camps de prisonniers.

ART. 5. — La qualité de combattant volontaire de la résistance est reconnue aux prisonniers :

1^o Qui ont accompli habituellement pendant quatre-vingt-dix jours au moins, consécutifs ou non, décomptés jour par jour, avant la libération de leur camp, des actes caractérisés de résistance définis à l'article 2 du décret no 49-427 du 25 mars 1949 susvisé;

2^o Qui, pour acte de résistance, ont subi un transfert, une aggravation ou une prolongation de leur situation, de nature à constituer une nouvelle détention ayant pour cause cet acte même de résistance;

3^o Qui ont été exécutés, tués ou blessés, soit dans l'accomplissement d'un des actes de résistance visés aux 1^o et 2^o ci-dessus, soit au cours de leur évasion ou de leur tentative d'évasion.

ART. 6. — En ce qui concerne les prisonniers titulaires de la médaille des évadés en application des dispositions de la loi du 30 octobre 1946, il est tenu compte d'une bonification de trente jours dans le calcul des quatre-vingt-dix jours de services dans la résistance exigés à l'article précédent 1^o, si, dans le délai de six mois après avoir recouvré leur liberté d'action, ils se sont mis à la disposition d'une formation à laquelle a été reconnue la qualité d'unité combattante, ou ont accompli des actes qualifiés de résistance définis à l'article 2 du décret du 25 mars 1949 susvisé.

Bénéficient également de la bonification de trente jours prévue ci-dessus, les prisonniers qui, bien qu'ayant échoué dans leurs tentatives d'évasion, sont néanmoins titulaires de la médaille des évadés en application des dispositions de l'article 3, b, de la loi du 30 octobre 1946 susvisée, sous réserve que, postérieurement à leur dernière tentative d'évasion, ils aient accompli des actes caractérisés de résistance définis à l'article 2 du décret du 25 mars 1949.

ART. 7. — Les personnes définies aux articles 5 et 6 ci-dessus doivent joindre à leur demande, sous réserve toutefois des dispositions de l'article 12 du présent décret, les pièces établissant le titre auquel elles sont formulées, à savoir notamment :

1^o Pour les demandeurs visés à l'article 5 (1^o) du présent décret :

a) En ce qui concerne la durée et le lieu de captivité, toutes pièces et documents officiels ou de service, délivrés par l'autorité militaire ou les organismes habilités;

b) En ce qui concerne les actes caractérisés de résistance, trois témoignages circonstanciés établis sur l'honneur, par des personnes ayant assisté à l'acte de résistance ou y ayant participé;

2^o Pour les demandeurs visés à l'article 5 (2^o) du présent décret :

Tous documents officiels ou de service attestant le transfert, l'aggravation ou la prolongation de situation et, le cas échéant, trois témoignages circonstanciés établis sur l'honneur par des personnes ayant assisté à l'acte de résistance ou y ayant participé.

L'honorabilité des témoins doit être certifiée :

Sur le territoire de l'Union française, par le commissaire de police ou le maire ou le représentant local de l'autorité française;

A l'étranger, par l'autorité consulaire la plus proche;

3^o Pour les demandeurs visés à l'article 5, (3^o) du présent décret, selon le cas :

Une copie certifiée conforme du titre provisoire ou définitif de la pension attribuée, soit au demandeur, soit à son ayant cause;

En l'absence de demande de pension, tous documents propres à établir l'existence du droit à pension;

4^o Pour les demandeurs visés à l'article 6 du présent décret.

Une copie certifiée conforme du décret portant attribution de la médaille des évadés, ainsi que les pièces prévues au 1^o, a, du présent article et, selon le cas;

Les documents attestant l'appartenance à une unité combattante après l'évasion;

Les pièces prévues au 1^o, b, du présent article.

TITRE III

De la reconnaissance de la qualité de Combattant volontaire de la résistance aux membres de la résistance ayant servi dans les départements et territoires d'outre-mer et les autres pays de l'Union française ou en territoires étrangers occupés par l'ennemi.

ART. 8. — Au titre des services dans la résistance effectués dans les départements ou territoires d'outre-mer ou dans les autres pays de l'Union française ou en territoire étrangers occupés par l'ennemi, la qualité de combattant volontaire de la résistance est reconnue :

1^o Aux personnes qui, ayant appartenu pendant trois mois au moins avant la libération desdits départements ou territoires ou leur ralliement tant à l'organisation de la France libre qu'au comité national français de Londres, aux F.F.C. dans une zone occupée par l'ennemi, auront en outre obtenu l'homologation régulière de leurs services par l'autorité militaire dans les conditions fixées au décret no 366 du 25 juillet 1942 (F. F. C.);

2^o Aux personnes qui, pouvant justifier dans le cadre des dispositions dudit décret n° 366 du 25 juillet 1942 de leur appartenance à un réseau reconnu par l'autorité militaire au titre des F.F.C. se sont mises avant la libération desdits départements ou territoires ou leur ralliement tant à l'organisation de la France libre qu'au comité national français de Londres, à la disposition d'une formation de la résistance à laquelle a été attribuée la qualité d'unité combattante et ont effectivement combattu pendant trois mois.

3^o Aux personnes qui ont été exécutées, tuées ou blessées dans des conditions de nature à ouvrir droit à pension militaire de décès ou d'invalidité sous réserve que la cause déterminante de ces faits soit un acte caractérisé de résistance.

ART. 9. — La qualité de combattant volontaire de la résistance est reconnue aux personnes ayant obtenu la médaille des évadés en application des dispositions de la loi du 30 octobre 1946 susvisée, qui remplissent en outre l'une des conditions définies ci-après :

1^o Avoir, après leur évasion, servi dans des départements ou territoires d'outre-mer ou autres pays de l'Union française dans des conditions leur permettant de pouvoir valablement prétendre à la carte du combattant en application des dispositions du décret n° 49-1613 du 23 décembre 1949 ;

2^o Avoir été exécutées, tuées ou blessées dans des conditions de nature à ouvrir droit à pension militaire de décès ou d'invalidité.

ART. 10. — La qualité de combattant volontaire de la résistance peut être reconnue, à titre exceptionnel, et sur avis favorable de la commission nationale, aux personnes, qui, avant la libération desdits départements ou territoires ou leur ralliement tant à l'organisation de la France libre qu'au comité national français de Londres, ont accompli habituellement pendant une période de quatre-vingt-dix jours au moins, consécutifs ou non, décomptés jour par jour, des actes caractérisés de résistance.

ART. 11. — Les personnes définies aux articles 8, 9 et 10 ci-dessus doivent joindre à leur demande, sous réserve toutefois des dispositions de l'article 12 du présent décret, les pièces établissant le titre auquel elles sont formulées, à savoir notamment :

1^o Pour les demandeurs visés à l'article 8, 1^o, du présent décret :

Une copie certifiée conforme de l'attestation d'appartenance délivrée par l'autorité militaire certifiant la matérialité et la durée des services accomplis dans la zone ;

2^o Pour les demandeurs visés à l'article 8, 2^o, du présent décret :

Une copie certifiée conforme de l'attestation d'appartenance délivrée par l'autorité militaire compétente et toutes pièces délivrées par cette autorité attestant la participation effective au combat pendant trois mois au moins ;

3^o Pour les demandeurs visés à l'article 8, 3^o, du présent décret :

Une copie certifiée conforme du titre provisoire ou définitif de la pension attribuée soit au demandeur, soit à ses ayants cause ;

En l'absence de demande de pension, tous documents propres à établir l'existence du droit à pension ;

4^o Pour les demandeurs visés à l'article 9 du présent décret :

Une copie certifiée conforme du décret portant attribution de la médaille des évadés et, selon le cas :

Soit les documents établissant leur droit à la carte du combattant ou une copie certifiée conforme de leur carte,

Soit les pièces prévues au 3^o ci-dessus ;

5^o Pour les demandeurs visés à l'article 10 du présent décret :

Tous documents officiels ou de service tels que rapports ou citations pour les faits et la durée qu'ils mentionnent ou au moins deux témoignages circonstanciés attestant sur l'honneur la matérialité ainsi que la durée de l'activité dans la résistance et établis par des personnes notoirement connues pour leur activité dans la résistance. Dans le cas de témoignages l'honorabilité des témoins doit être certifiée, s'ils résident sur le territoire de l'Union française, par le commissaire de police ou le maire ou le représentant local de la France, s'ils résident à l'étranger, par l'autorité consulaire française la plus proche.

TITRE IV

Dispositions diverses

ART. 12. — Toute demande d'attribution du titre de combattant volontaire de la résistance ou toute proposition formulée par le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre, en application de l'article 1^{er} du présent décret, doit être adressée dans le délai d'un an à compter de la publication du présent décret à l'office national des anciens combattants et victimes de la guerre.

Les pièces justificatives pourront être produites ultérieurement, lorsque l'intéressé aura justifié au moment de la présentation de sa demande qu'il s'est déjà mis en instance pour les obtenir.

Dans le cas de décès ou de disparition, la demande peut être présentée par le conjoint, les ascendants, les descendants, et, seulement à défaut de ces derniers, par les autres ayants cause dans l'ordre successoral.

Il sera délivré au bénéficiaire ou, à défaut, à son ayant causé, la carte spéciale dont les caractéristiques ont été fixées par l'arrêté du 21 mars 1950.

ART. 13. — Les dispositions du décret n° 50-358 du 21 mars 1950 sont applicables aux bénéficiaires du présent décret, en tant qu'il n'y a pas été dérogé par celui-ci.

ART. 14. — Le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre, le ministre de la défense nationale, le ministre d'Etat chargé des relations avec les

Etats associés, le ministre de la France d'outre-mer, le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 mai 1951.

Henri QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres :

*Le ministre des anciens combattants
et victimes de la guerre,*

Louis JACQUINOT.

*Le ministre d'Etat,
chargé des relations avec les Etats associés,*
Jean LETOURNEAU.

Le ministre de la défense nationale,
Jules MOCH.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
Maurice-PETSCHÉ.

Le ministre du budget,
Edgar FAURE.

Le ministre de la France d'outre-mer,
François MITTERRAND.

Conseil économique

ARRETE N° 332-51/Cab. du 19 mai 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 20 mars 1951 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique, promulguée au Togo le 29 mars 1951;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 51-527 du 10 mai 1951 portant règlement d'administration publique et fixant les conditions de désignation des membres du conseil économique.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 19 mai 1951.
Y. Digo.

DECRET N° 51-527 du 10 mai 1951.

Le président du conseil des ministres, ministre de l'intérieur,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques,

Vu la loi du 20 mars 1951 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique, et notamment son article 15 ainsi conçu :

« Un règlement d'administration publique précisera les conditions de désignation des membres du Conseil économique » :

Le conseil d'Etat entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les membres du Conseil économique doivent être âgés d'au moins vingt-trois ans et appartenir depuis au moins deux ans à la catégorie professionnelle qu'ils représentent.

Les inéligibilités sont les mêmes que celles prévues pour les élections à l'Assemblée nationale.

Nul ne peut être à la fois membre du Conseil économique et membre de l'Assemblée de l'Union française.

ART. 2. — Les quarante-cinq représentants des travailleurs sont désignés ainsi qu'il suit :

Trente-neuf représentants des ouvriers, employés, fonctionnaires, techniciens, ingénieurs et cadres de France et d'Algérie, désignés à raison d'un tiers respectivement par la Confédération générale du travail, la Confédération générale des travailleurs-force ouvrière, la Confédération française des travailleurs chrétiens;

Quatre représentants des techniciens, ingénieurs et cadres de France et d'Algérie, désignés par la Confédération générale des cadres;

Un représentant des travailleurs intellectuels salariés désigné par la Confédération des travailleurs intellectuels;

Un représentant, désigné par la Confédération du travail indépendante.

ART. 3. — La représentation des entreprises nationalisées est fixée ainsi qu'il suit :

Un représentant des banques et des assurances, désigné par l'ensemble des conseils d'administration intéressés;

Un représentant de l'industrie charbonnière, désigné par le conseil d'administration de Charbonnages de France;

Un représentant des industries électriques et gazières, désigné par la réunion des conseils d'administration d'Electricité de France et de Gaz de France;

Deux représentants des transports, désignés par l'ensemble des conseils d'administration des sociétés nationales de transport;

Un représentant des autres entreprises publiques, désigné par l'ensemble des conseils d'administration intéressés.

ART. 4. — La représentation des entreprises industrielles privées de France et d'Algérie est fixée ainsi qu'il suit :

Six représentants des entreprises industrielles privées comptant un nombre de salariés inférieur ou égal à cent;

Huit représentants des entreprises industrielles privées comptant un nombre de salariés supérieur à cent.

Ces représentants des entreprises industrielles privées sont désignés d'accord entre, d'une part, le Conseil national du patronat français — sur proposition, en ce qui la concerne, de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises — et, d'autre part, l'assemblée générale des présidents de chambres de commerce. Ils doivent représenter les principales branches d'activité industrielle privée du pays et les chambres de commerce les plus importantes.

ART. 5. — La représentation des entreprises commerciales de France et d'Algérie est fixée ainsi qu'il suit :

Trois représentants des entreprises comptant un nombre de salariés inférieur ou égal à cinq :

Six représentants des autres entreprises ;

Un représentant des sociétés coopératives d'achat en commun des commerçants. Ce dernier est désigné par la fédération nationale des sociétés coopératives de commerçants.

Les neuf autres représentants des entreprises commerciales sont désignés d'accord entre, d'une part, le conseil national du patronat français — sur proposition, en ce qui la concerne, de la confédération générale des petites et moyennes entreprises, et, d'autre part, l'assemblée générale des présidents des chambres de commerce. Ils doivent représenter les principales activités commerciales du pays et les chambres de commerce les plus importantes.

ART. 6. — La représentation des artisans de France et d'Algérie est fixée ainsi qu'il suit :

Cinq représentants désignés par l'assemblée des présidents des chambres de métiers de France ;

Cinq représentants des organisations professionnelles désignés de la manière suivante :

Trois par la confédération nationale artisanale ;

Un par la fédération nationale des coopératives artisanales ;

Un par la fédération nationale des artisans du bâtiment.

ART. 7. — La représentation des organisations agricoles de France et d'Algérie est fixée ainsi qu'il suit :

Trois présidents de chambres d'agriculture désignés par l'assemblée permanente des présidents de ces chambres ;

Ving-huit représentants désignés par la confédération générale de l'agriculture dont :

Trois au titre de la confédération ;

Quinze sur proposition de la fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles ;

Trois sur proposition de la fédération nationale de la mutualité agricole ;

Deux sur proposition de la fédération nationale du crédit agricole ;

Deux sur proposition de la fédération nationale des ingénieurs cadres et employés de l'agriculture ;

Trois en accord, avec respectivement, la confédération générale du travail, la confédération française des travailleurs chrétiens et la confédération générale du travail-force ouvrière ;

Deux représentants désignés par la fédération nationale de la mutualité et de la coopération agricole ;

Un représentant désigné par la fédération nationale de la propriété agricole ;

Un représentant désigné par la fédération centrale du crédit agricole mutuel.

ART. 8. — La représentation des coopératives est fixée ainsi qu'il suit :

Deux représentants désignés par la confédération générale des sociétés coopératives ouvrières de production de France et des colonies, après consultation, pour l'un des sièges, de la fédération des communautés de travail ;

Deux représentants désignés par la fédération nationale des coopératives de consommations ;

Cinq représentants désignés d'un commun accord par la fédération nationale de la coopération agricole et la fédération générale des coopératives agricoles.

ART. 9. — La représentation des départements et territoires d'outre-mer est fixée ainsi qu'il suit :

Deux représentants des départements d'outre-mer, savoir :

Le premier désigné en accord entre, d'une part, les présidents des chambres de commerce desdits départements et, d'autre part, le syndicat des producteurs de sucre et de rhum des colonies françaises et l'union syndicale des producteurs de sucre et de rhum de la Réunion ;

Le second désigné par les présidents des chambres d'agriculture desdits départements, après consultation des organismes et fédérations agricoles les plus représentatifs ;

Neuf représentants de l'économie des territoires d'outre-mer dont :

Un désigné d'un commun accord par l'union inter-syndicale de l'agriculture coloniale et par l'union inter-syndicale de l'industrie coloniale ;

Un désigné par la chambre syndicale des mines coloniales ;

Un désigné par la fédération des syndicats locaux de producteurs et industriels de bois coloniaux ;

Un désigné d'un commun accord par la fédération du commerce ouest-africain, la fédération du commerce de l'Afrique orientale et par l'union des transports coloniaux ;

Un désigné par la réunion des conseils d'administration des banques d'outre-mer non nationalisées ;

Un désigné par décret pris sur rapport du ministre de la France d'outre-mer après consultation des conseils d'administration des établissements publics à caractère industriel et commercial, des sociétés d'Etat

et des sociétés d'économie mixte dont l'activité intéresse les territoires d'outre-mer;

Trois désignés par l'assemblée de l'Union française sur des listes de candidats présentés par les associations coopératives, les syndicats agricoles de planteurs et éleveurs; les organisations artisanales, les sociétés de prévoyance ou par des organismes de même nature des territoires d'outre-mer et territoires associés;

Quatre représentants des organisations syndicales locales des territoires d'outre-mer, dont :

Un désigné par les organisations rattachées à la confédération générale du travail;

Un désigné par les organisations rattachées à la confédération française des travailleurs chrétiens;

Un désigné par les organisations rattachées à la confédération générale du travail-force ouvrière;

Un désigné par les organisations rattachées à la confédération générale des cadres.

ART. 10. — Les représentants de la pensée française sont désignés par décret pris en conseil des ministres.

ART. 11. — Les représentants des associations familiales sont désignés par l'union nationale des associations familiales instituées par l'ordonnance du 3 mars 1945, de manière que les principaux aspects de l'activité des associations familiales soient représentés.

Le représentant de l'habitat est désigné par décret pris sur le rapport du ministre chargé des affaires économiques et du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme.

ART. 12. — Les représentants des sinistrés sont désignés de la manière suivante :

Un représentant par la confédération nationale des associations de sinistrés;

Un représentant par la fédération des sinistrés agricoles.

ART. 13. — Les quatre représentants des activités diverses sont désignés ainsi qu'il suit :

Le représentant de l'épargne est désigné par décret pris sur le rapport du ministre des finances et du ministre chargé des affaires économiques;

Le représentant de la propriété bâtie est désigné par décret pris sur le rapport du ministre chargé des affaires économiques et du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme.

Il est choisi sur une liste de trois noms présentée par la fédération nationale de la propriété bâtie.

Le représentant des activités touristiques est désigné par décret pris sur le rapport du ministre chargé des affaires économiques et du ministre chargé du tourisme.

Il est choisi sur une liste de trois noms présentée par le centre national du tourisme;

Le représentant des activités exportatrices est désigné par décret pris sur le rapport du ministre chargé des affaires économiques.

ART. 14. — Les représentants des classes moyennes sont désignés par le comité national d'action et de liaison des classes moyennes.

ART. 15. — Les associations, groupements, organisations et assemblées appelés à désigner des membres du Conseil économique, en application des articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 11, 12 et 14 ci-dessus, feront connaître au président du conseil des ministres, dans les vingt jours de la publication du présent décret, les noms de leurs représentants.

Dans le même délai, les organisations et groupements appelés à faire des propositions pour la désignation de membres du conseil économique, en vertu des articles 9, 11 et 13 ci-dessus, font connaître les noms de leurs candidats aux ministres intéressés.

Si, dans un délai de vingt jours, un désaccord, intervenu entre les organismes visés aux alinéas précédents, ne permet pas la désignation des représentants de ces organismes, cette désignation fera l'objet d'un arbitrage confié au président du conseil des ministres ou à une personnalité désignée par lui.

ART. 16. — Le Conseil économique se réunit valablement lorsque les trois quarts au moins de ses membres sont désignés.

ART. 17. — En cas de vacance d'un siège par suite de décès, de démission ou pour toute autre cause il est procédé dans le délai d'un mois à la désignation d'un nouveau titulaire dans les conditions où avait été désigné le représentant à remplacer.

Le mandat du nouveau titulaire cesse lors du renouvellement intégral du Conseil économique.

ART. 18. — Lorsqu'un membre régulièrement convoqué s'est abstenu pendant six mois sans motif reconnu légitime par le bureau d'assister aux séances du Conseil ou de ses commissions, il est réputé démissionnaire d'office et il est pourvu à son remplacement dans les conditions prévues à l'article précédent.

ART. 19. — Le président du conseil des ministres et les ministres intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 mai 1951.

Henri QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres, ministre de l'intérieur :

Le vice-président du conseil,
Georges BIDAULT,

Le vice-président du conseil,
R. PLEVEN.

Le vice-président du conseil chargé du
Conseil de l'Europe,
Guy MOLLET.

Le ministre d'Etat, chargé des relations
avec les Etats associés;
Jean LETOURNEAU.

- Le garde des sceaux, ministre de la justice,*
René MAYER.
- Le ministre des affaires étrangères,*
SCHUMAN.
- Le ministre de la défense nationale,*
Jules MOCH.
- Le ministre des finances et des affaires économiques,*
Maurice-PETSCHÉ.
- Le ministre du budget,*
Edgar FAURE.
- Le ministre de l'éducation nationale,*
Pierre-Olivier LAPIÉ.
- Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,*
Antoine PINAY.
- Le ministre de l'industrie et du commerce,*
Jean-Marie LOUVEL.
- Le ministre de l'agriculture,*
Pierre PFLIMLIN.
- Le ministre de la France d'outre-mer,*
François MITTERRAND.
- Le ministre du travail et de la sécurité sociale,*
Paul BACON.
- Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,*
Eugène CLAUDIUS-PETIT.
- Le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre,*
LOUIS JACQUINOT
- Le ministre de la Santé publique et de la population,*
Pierre SCHNEITER.
- Le ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,*
Charles BRUNE.
- Le ministre de la marine marchande,*
Gaston DEFFERRE.
- Le ministre de l'information,*
Albert GAZIER.
- Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,*
Maurice BOURGÈS-MAUNOURY.
- Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,*
Robert BURON.

Magistrature d'Outre-Mer

ARRETE N° 333-51/Cab. du 19 mai 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. 1.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature coloniale et fixant dans les colonies, pays de protectorat et territoires relevant du ministère des colonies, à l'exception des Nouvelles-Hébrides, la nomenclature et

la composition des cours, tribunaux et justice de paix, ainsi que l'assimilation de ces juridictions aux juridictions de la Métropole, promulgué au Togo le 25 octobre 1928;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret n° 51-549 du 10 mai 1951 portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Togo).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 19 mai 1951.

Y. DIGO.

DECRET N° 51-549 du 10 mai 1951.

Le Président de la République,

Sur le rapport du président du conseil des ministres, du ministre de la France d'outre-mer, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre du budget,

Vu le décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer et les textes qui l'ont modifié,

Après avis de l'Assemblée de l'Union française,

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé au Togo des justices de paix à compétence étendue à Sokodé, Anécho et Atakpamé.

ART. 2. — La section II, numéro XV (Togo) du tableau A annexé au décret du 22 août 1928 susvisé, est abrogée et remplacée par les dispositions suivantes :

XV. — Togo.

JURIDICTIONS	CLASSE	ASSIMILATION	COMPOSITION des juridictions		
			Président	Procureur	Juges suppl
a) Tribunal de première instance :		Tribunal de 3 ^e classe de la métropole.			
Lomé	3 ^e		1	1	2
			Juges de paix.		
b) Justices de paix à compétence étendue :					
Sokodé	2 ^e			1	
Anécho	3 ^e			1	
Atakpamé	3 ^e			1	

ART. 3. — Le président du conseil des ministres, le ministre de la France d'outre-mer, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre du budget

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 10 mai 1951.

Vincent AURIOL.

Par le Président de la République :

Le président du conseil des ministres,
Henri QUEUILLE.

Le ministre de la France d'outre-mer,
François MITTERRAND.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
René MAYER.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
Maurice PETSCHÉ.

Le ministre du budget,
Edgar FAURE.

Assemblée nationale

ARRETE N° 334-51/Cab. du 19 mai 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale, promulguée au Togo le 12 octobre 1946, ensemble les textes modificatifs subséquents;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le Territoire du Togo la loi n° 51-534 du 12 mai 1951 relative au renouvellement de l'Assemblée nationale.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 19 mai 1951
Y. DIGO.

LOI n° 51-534 du 12 mai 1951.

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont délibéré,

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 36 de la loi du 5 octobre 1946 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 36. — Les pouvoirs de l'Assemblée nationale expirent le 31 mai de la cinquième année de son mandat.

« Toutefois, ceux de l'Assemblée nationale élue le 10 novembre 1946 prendront fin le 4 juillet 1951 ».

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 12 mai 1951.

Vincent AURIOL.

Par le Président de la République :

Le président du conseil des ministres,
ministre de l'intérieur,

Henri QUEUILLE.

Le vice-président du conseil,
Georges BIDAULT.

Le vice-président du conseil,
R. PLEVEN.

Le vice-président du conseil,
chargé du Conseil de l'Europe,
Guy MOLLET.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
René MAYER.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Enseignement

Permission d'absence

ARRETE N° 134-51/P du 17 février 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 3 juillet 1897 portant règlement sur les indemnités de route et de séjour, les concessions de passage des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux;

Vu le décret n° 48-1411 du 9 septembre 1948 portant modification au décret du 2 mars 1910 en ce qui concerne les congés du personnel enseignant des colonies;

Vu l'arrêté n° 809-49/F, du 7 octobre 1949 fixant les conditions dans lesquelles les fonctionnaires de l'Enseignement soustraits au régime des congés administratifs peuvent bénéficier de l'indemnité de départ colonial;

Vu l'arrêté n° 296-50 du 12 avril 1950 portant règlementation des congés administratifs des fonctionnaires de l'Enseignement du 1er degré;

Le Conseil privé entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 3 de l'arrêté n° 318-50/P. du 24 avril 1950 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 3, nouveau. — Le personnel administratif de l'Instruction Publique bénéficiant du régime de congé défini par les articles 1 et 2 ci-dessus comprend :

L'Inspecteur d'Académie

Le Secrétaire de l'Inspection Académique

Les Chefs, économes et surveillants généraux de tous les établissements du second degré.

ART. 2. — L'article 4 de l'arrêté n° 318-50/P. du 24 avril 1950 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 4. *Nouveau.* — Une permanence sera assurée pendant la période de congé dans les conditions ci-après :

a) à la Direction de l'Enseignement par un Inspecteur Primaire.

Toutefois, l'Inspecteur d'Académie et le Secrétaire de l'Inspection Académique seront obligatoirement présents lors de la session budgétaire de l'Assemblée Représentative du Togo.

b) à la Direction de chaque établissement du second degré par l'économe assisté du personnel de surveillance selon le tour de service établi par le Chef d'Établissement. Le personnel en service pendant les vacances assurera la surveillance de l'établissement, le classement du courrier et éventuellement sa réexpédition.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 17 février 1951.
Y. DIGO.

Approbation ministérielle notifiée par D. M. n° 21.011/Pel/BE. du 24 avril 1951.

Personnel

Déplacements

ARRETE N° 217-51/F. du 28 mars 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 3 juillet 1897 sur les déplacements et les actes modificatifs, notamment le décret du 2 juin 1950;

Vu l'arrêté n° 280.49/F. du 29 mars 1949 portant règlement du régime des déplacements des fonctionnaires et agents civils du Togo;

Vu l'arrêté n° 877-50/F. du 4 novembre 1950 portant classement desdits fonctionnaires en ce qui concerne les déplacements;

Le Conseil privé entendu;

Sous réserve de l'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau figurant à l'article 1^{er} de l'arrêté n° 877-50/F. du 4 novembre 1950 est modifié comme suit en ce qui concerne les groupes V et VI :

CLASSEMENT	CLASSE PAQUEBOT	CLASSE CHEMIN DE FER A.O.F. - TOGO
<i>Au lieu de :</i>		
.....		
Groupe V	4 ^e classe	3 ^e classe
Groupe VI	4 ^e classe	3 ^e classe
<i>Lire :</i>		
.....		
Groupe V	3 ^e classe	3 ^e classe
Groupe VI	3 ^e classe	3 ^e classe

Le reste sans changement.

ART. 2. — Le présent arrêté qui prendra effet pour compter du 1^{er} juillet 1950 sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 28 mars 1951.
Y. DIGO.

Approbation ministérielle notifiée par D. M. n° 23172/Pel/B.E. du 9 mai 1951.

Allocations familiales

ADDITIF à l'arrêté N° 87-51/F. du 31 janvier 1951 portant création pour le personnel civil appartenant à des cadres administratifs réguliers et pour des agents contractuels assimilés, un nouveau régime d'allocations familiales.

L'article 11 est complété comme suit :

« et les articles 4, 5 et 7 paragraphe B de l'arrêté n° 440/F. du 3 juin 1946, relatifs aux majorations familiales de l'indemnité de zone ».

Le reste sans changement.

(Approbation ministérielle en date du 26 février 1951)

Karité

ARRETE N° 314-51/AE. du 9 mai 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi du 14 mars 1942 et les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 655-50/AE. du 16 août 1950 fixant la date d'ouverture de la traite du karité de la récolte 1950;

Après consultation de la Chambre de Commerce.

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La campagne d'achat de karité de la récolte 1950 est fermée à compter du 10 mai 1951.

ART. 2. — Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera punie des peines prévues par la loi du 14 mars 1942.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 mai 1951

Y. Digo.

Serpents

ARRETE N° 321-51/DSP. du 11 mai 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des Colonies et les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 85 du 11 août 1921 réglant le fonctionnement des Services Médicaux au Togo et notamment l'arrêté n° 302/49/F. du 7 avril 1949 portant modification de son article 87;

Vu le décret 50-1.207 du 28 septembre 1950 modifiant l'article 149 du décret du 30 décembre 1912.

Sur la proposition du Directeur de la Santé Publique;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une prime de 1.000 francs C.F.A. est accordée à toute personne qui apportera au Centre Médical de Sokodé une vipère, vivante et non blessée, dénommée Echis Carinata.

ART. 2. — Cette prime sera payée directement aux bénéficiaires par les soins du Médecin-Chef de la Subdivision Sanitaire de Sokodé, sur la Caisse d'Avance créée par Arrêté n° 635-50/F. du 5 août 1950. La dépense sera imputée au Budget Local, Chapitre 14, Article 5, Paragraphe 4.

ART. 3. — L'article 1^{er} de l'arrêté n° 635/50/F. du 5 août 1950 est complété comme suit :

Pourront également être payées sur cette avance les primes à allouer aux chasseurs de serpents vénimeux.

ART. 4. — Le présent arrêté qui prendra effet pour compter du 12 mai 1951 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mai 1951

Y. Digo.

Recensement

N° 322-51/AP. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p.i. en date du :

12 mai 1951. — Le recensement de la population des villages du canton de Lomé sera effectué sur les ordres du Commandant du Cercle de Lomé du 21 mai au 30 septembre 1951.

Les lieux de recensement seront les villages suivants :

Baguida — Bè — Amoutivé — Agouévè — Aflao.

S. I. P.

N° 325-51/AE. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p.i. en date du :

18 mai 1951. — Sont approuvés les rôles primitifs des cotisations pour l'année 1951 de la Société Indigène de Prévoyance de Tsévié :

Tsévié :

Catégorie supérieure — pour un montant de neuf mille six cents francs (9.600)

Catégorie ordinaire — pour un montant de quatre cent cinquante mille francs (450.000).

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Affectation

Par décret en date du 9 mai 1951, M. Pennafort (Jean-Toussaint) trésorier-payeur du Togo, est nommé trésorier-payeur de la Côte d'Ivoire (2^e catégorie), en remplacement de M. Philippon, qui a été admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Son cautionnement est fixé à la somme de 7.500.000 francs.

Mission

Par arrêté n° 483 en date du 12 avril 1951 de M. Coffin, secrétaire d'Etat à la France d'Outre-Mer :

1^o — M. Piellard (Maurice) ingénieur en chef de 1^{re} classe des services de l'Agriculture Outre-Mer, chef de la division de normalisation à la section technique d'Agriculture tropicale a été placé dans la position de mission en Afrique Occidentale Française et au Togo pour compter du 2 février 1951 et pendant une durée maximum de six semaines en vue d'étudier avec les chefs du service du conditionnement des territoires intéressés l'application des textes régissant la standardisation des produits.

2° — Pendant la durée de sa mission M. Piellard classé au groupe I aura droit au régime de rémunération prévu par les articles 2 et 14 du décret du 23 juin 1950.

3° — Le traitement de l'intéressé correspondant à la position de service en France restera pendant la durée de sa mission à la charge du budget de l'Etat.

La différence entre ce traitement et le traitement en monnaie locale résultant de l'application de l'article 2 du décret du 23 juin 1950 ainsi que les frais de voyage et les indemnités de mission seront supportés par le budget de l'Afrique Occidentale Française et par celui du Togo pour le paiement des frais occasionnés par cette mission dans ce Territoire.

4° — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République Française.

ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'A. O. F.

Intégration

Par arrêtés du Haut-Commissaire de la République, Gouverneur général de l'A. O. F., Grand Officier de la Légion d'honneur, des :

25 avril 1951. — Sont intégrés, grade pour grade et classe pour classe, dans les hiérarchies transitoires du cadre commun supérieur des Transmissions, au titre de la qualification professionnelle, et pour compter des dates ci-dessous indiquées, les agents du cadre commun secondaire des Transmissions dont les noms suivent :

NOMS ET PRÉNOMS	AFFECTATION	GRADE A LA DATE D'INTÉGRATION	AVANCEMENT OBTENU DEPUIS
A. — Branche Postale		1 ^{er} A compter du 1 ^{er} Janvier 1948	
M.M. Boccovi Ambroise	Togo	Commis ord. de 1 ^{re} clas.	Principal de 3 ^e cl. 1-1-1949.

Les agents en service au Togo sont maintenus en congé hors cadre.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Intégration

Par arrêté n° 312-51/P. du :

9 mai 1951. — M. Chapoy Fernand, professeur licencié contractuel, est intégré dans le cadre local supérieur de l'enseignement du second degré du Togo en qualité de professeur licencié de 3^e échelon, au point de vue de l'ancienneté pour compter du 16 novembre 1950, date de son débarquement au Territoire et au point de vue de la solde pour compter du 1^{er} avril 1951.

Promotions

Par arrêté n° 316-51/P. du :

11 mai 1951. — Sont promus, pour compter du 1^{er} janvier 1951, dans le personnel des cadres locaux supérieurs du Togo :

ENSEIGNEMENT

Au grade d'instituteur hors classe

Atayi Amaté Salomon, instituteur de 1^{re} classe

Au grade d'instituteur de 1^{re} classe

Atayi Amaté Salomon, Johnson Romuald, instituteurs de 2^e classe.

Au grade d'instituteur de 3^e classe

Amedegnato Richard, Vianou C. Benjamin, instituteurs de 4^e classe.

Au grade d'instituteur de 4^e classe

Monat Paulette, Lawson Joseph, Akue François, instituteurs de 5^e classe.

Au grade d'instituteur de 5^e classe

Jouanno Pierre, instituteur de 6^e classe.

TRAVAUX PUBLICS

Comptables

Au grade de chef comptable avant 2 ans

Dossèvi Follivi Pierre, Dogbè Kouassi Godwin, comptables principaux après 36 mois.

Par arrêté n° 317-51/P. du :

11 mai 1951. — Sont promus, pour compter du 1^{er} janvier 1951, dans le personnel africain des cadres locaux du Togo :

COMMIS D'ADMINISTRATION

Au grade de commis d'adm. Ppal. de 1^{re} classe

Titus Théophile, Agnithy M. Remy,

Zamba François,

Commis principaux de 2^e classe.

Au grade de commis d'adm. Ppal. de 2^e classe
 Kuadjovih A. Cadmus, Apété D. Martin,
 Folly Joseph, Saavee K. M. Emmanuel,
 Commis principaux de 3^e classe.

Au grade de commis d'adm. Ppal. de 3^e classe
 Johnson K. Nicolas, Moévi Sébastien,
 Djelou Michel,
 Commis ordinaires de 1^{re} classe.

Au grade de commis d'adm. ord. de 1^{re} classe
 Quevison Charles, commis ordinaire de 2^e classe

Au grade de commis d'adm. adjt. de 1^{re} classe
 Kougbéadjo Hermann, Gbikpi Benoît,
 Ahoomey Hermann,
 Commis adjoints de 2^e classe.

Au grade de commis d'adm. adjt. de 5^e classe
 Dotsey N. Daniel, Djirackor Clément,
 Kouassi Jean-Baptiste, de Souza Carlos,
 Amegah A. Nicodème, Barkola Karbou,
 Commis adjoints de 6^e classe.

PLANTONS

Au grade de planton principal de 1^{re} classe
 Hougbedji Koffi, planton principal de 2^e classe

Au grade de planton principal de 2^e classe
 Gomez F. Richard, planton de 1^{re} classe

Au grade de planton de 2^e classe
 Togbé Daniel, planton de 3^e classe

POLICE ET SURETÉ

Au grade d'assistant de police ord. de 2^e classe
 Dossouvi André, assistant adjoint hors classe

Au grade d'assistant de police adjt. de 3^e classe
 Tchacorom M. Honoré, assistant adjoint de 4^e clas.

Au grade d'adjudant-chef de police
 Baouena Michel, adjudant de police

Au grade d'adjudant de police
 Agbam Tana Bernard, Ibrahim Guèdè,
 Brigadiers chefs de police.

Au grade de brigadier-chef de police
 Assogba K. Robert, brigadier de police

Au grade de brigadier de police
 Assani Raimy Nafiou, agent de police de 1^{re} classe

Au grade d'agent de police de 2^e classe
 Occansey Alexandre, Martin C. Victor,
 Seydou Kombaty, Kodjo Djihoulandé,
 Agbigbi C. Joseph, Landou Tiama,
 Agents de police de 3^e classe.

Au grade d'agent de police de 3^e classe
 Vianou K. Paul, (conserve 2 a. 5 m. 15 j. R.S.M.)
 Assou Djato, Tella Oyenga,

Fadonougbo Gabriel, Tchekeli Yéhouénon,
 Moutarou Bénédicteus,
 agents de police de 4^e classe.

SERVICE MÉTÉOROLOGIQUE

Au grade d'aide-météorologiste adjt. de 5^e classe
 Olohou Faustin, Loko G. Sébastien,
 Gaba Clément, Gnanih Roger,
 aides-météorologistes adjoints de 6^e classe.

SERVICE DE L'ENSEIGNEMENT

Au grade d'instituteur adjoint de 3^e classe
 Namoro Karamoko, Johnson Denis,
 Panou Pierre, Mikem Michel,
 instituteurs adjoints de 4^e classe.

Au grade d'instituteur adjoint de 4^e classe
 Eteh Benoît, instituteur adjoint de 5^e classe

Au grade de moniteur principal de 2^e classe
 Latévi Eloi, Barrigah Samuel,
 Goudéagbé William,
 moniteurs principaux de 3^e classe.

Au grade de moniteur principal de 3^e classe
 Diogo Christophe, Kouassi Daniel,
 Yékplé Joseph, Aquereburu François,
 moniteurs ordinaires de 1^{re} classe.

Au grade de monitrice ordinaire de 1^{re} classe
 Hundt Josephine, monitrice ordinaire de 2^e classe

Au grade de moniteur adjoint de 5^e classe
 Seddor V. Frantz, Ajavon M. Michel,
 Bocco Isidore, Gbegeni Nanamalé,
 Kwamy Yaovi Paul, Logovi Jean,
 Adagbledou Jonas, Akakpo Kokoè,
 Kokou Ignace, Kangni Dominique,
 Pofagi Thérèse, Aziabo Rémy,
 Ayéva Amidou, Acakpo Michel,
 Kakatsi Gerson, Lafonekou Chrétien,
 Ayanou Cyprien,
 moniteurs adjoints de 6^e classe.

TRANSMISSIONS

a) P. T. T.

Au grade de commis principal de 2^e classe
 Ako Augustin, Johnson Robert,
 Krueger Ernest,
 commis principaux de 3^e classe.

Au grade de commis adjoint de 2^e classe
 Zupitzer Emile, commis adjoint de 3^e classe

Au grade de commis adjoint de 3^e classe
 Johnson Pacôme, Salako Patrice,
 Geay Maurice,
 commis adjoints de 4^e classe.

Au grade de commis adjoint de 4^e classe
 Langdon Dorothée, (conserve 1 an R.S.M.)
 Ouinsou Raphaël,
 commis adjoints de 5^e classe.

Au grade de facteur principal de 1^{re} classe
Sossou Vodonou, facteur principal de 2^e classe

Au grade de facteur principal de 3^e classe
Kodjo François, Eklouvi Bernard,
facteurs ordinaires de 1^{re} classe.

Au grade de facteur ordinaire de 1^{re} classe
Kpodar Foli Augustin, Dovi Christophe,
facteurs ordinaires de 2^e classe.

Au grade de facteur ordinaire de 2^e classe
Sossou François, facteur adjoint de 1^{re} classe

Au grade de facteur adjoint de 4^e classe
Kouévi Sébastien, facteur adjoint de 5^e classe (conserve 2 ans R.S.M.)

Au grade de facteur adjoint de 5^e classe
Amétépé Jean-Baptiste, facteur adjoint de 6^e classe

b) Radio

Au grade de commis radio ordinaire de 1^{re} classe
Dahouénu Louis, commis ordinaire de 2^e classe
(conserve 1 an 6 mois R.S.M.)

Au grade de commis radio adjoint de 4^e classe
Acakpo-Addra Narcisse,
Sassy Michel, (conserve 2 ans R.S.M.)
commis adjoints de 5^e classe.

SERVICE DES DOUANES

a) Commis

Au grade de commis principal de 1^{re} classe
Johnson D. Félix, Kouévi Cyrus,
commis principaux de 2^e classe.

Au grade de commis principal de 3^e classe
Ashiogbor Daniel, commis ordinaire de 1^{re} classe

Au grade de commis adjoint de 3^e classe
Bruce Frédéric Jomini, commis adjoint de 4^e classe

b) Brigades

Au grade de brigadier-chef de 1^{re} classe
d'Almeida Alfred, brigadier-chef de 2^e classe

Au grade de brigadier-chef de 2^e classe
d'Oliveira Paul, brigadier-chef de 3^e classe

SERVICE DE L'AGRICULTURE

Au grade de moniteur d'agricul. Ppal. de 3^e cl.
Atsou Eho Ebenezer, Hounsihoué S. Anatole,
moniteurs ordinaires hors classe.

Au grade de moniteur d'agricul. ord. de 2^e cl.
Ahyée K. Joseph, moniteur ordinaire de 3^e classe

Au grade de moniteur d'agricul. adjt. de 1^{re} cl.
Kpachavi Jean, Akplogan N. Norbert,
moniteurs adjoints de 2^e classe.

Au grade de moniteur d'agricul. adjt. de 2^e cl.
Noussoukpé Mathieu, Amédjro Raphaël,
moniteurs adjoints de 3^e classe.

SERVICE DES EAUX ET FORÊTS

Au grade de brigadier-chef des eaux et forêts
Ayouba Assani, brigadier de 1^{re} classe (conserve 2 ans R.S.M.)

Au grade de brigadier de 1^{re} classe des eaux et forêts
Padonou Grégoire, (conserve 1 an 6 mois R.S.M.)
Anagonou Marcellin, Dagnon Charles,
Kouténé Engelbert,
brigadiers de 2^e classe.

Au grade de brigadier de 2^e classe des eaux et forêts
Seibou Tiadjéri, Folly Jean,
Whannou Daniel,
gardes forestiers de 1^{re} classe.

Au grade de garde forestier de 1^{re} classe
Mensah E. Paul, garde forestier de 2^e classe

SERVICE DE L'ÉLEVAGE

Au grade d'infirmier vétérinaire de 3^e classe
Danto Ada, infirmier vétérinaire de 4^e classe

Au grade d'infirmier vétérinaire de 4^e classe
Alia Aurélien, infirmier vétérinaire de 5^e classe

Au grade d'infirmier vétérinaire de 5^e classe
Issifou Souley, Yao Diapré,
Baritsé Jean, Nibombé Waké,
infirmiers vétérinaires de 6^e classe.

SERVICE DE SANTÉ ET D'HYGIÈNE

Au grade d'agent sanitaire principal de 3^e classe
Mensah G. Louis, agent sanitaire ord. de 1^{re} classe

Au grade d'infirmier en chef de 1^{re} classe
Lade Cléophas, infirmier en chef de 2^e classe

Au grade d'infirmier en chef de 2^e classe
Fadikpé René, Amoussou Gervais,
Akouété J. Grégoire, Kouassigan Gabriel,
Adigo Bernardine, Lawson Bidi Anna,
Mawoena Emmanuel,
infirmiers en chef de 3^e classe.

Au grade d'infirmier principal de 1^{re} classe
Domingo Joseph, infirmier principal de 2^e classe

Au grade d'infirmier principal de 3^e classe
Logossou Paul, Lawson Pierre,
infirmiers de 1^{re} classe.

Au grade d'infirmier de 4^e classe

Lawson B. Benjamin, Tsalla David,
Alinde K. Casimir, Guinhouya K. Edouard,
Yevu Félicia, Dom Samuel,
Behanzin Barnabé,
infirmiers de 5^e classe.

Au grade d'infirmier de 5^e classe

Palanga Agnala,	Tossa Philippe,
Schneider Bernice,	Awuié Abato,
Mensah A. Norbert,	Bakpah Lomey Benoît,
Ayivor Bruno,	Sohoutoko Kouassi,
Kassegne Clément,	Mensah Joseph,
Kouawovi A. Emmanuel,	Kengbo Jonathan,
Dantare Sinaudja,	Ségbeaya Jean-Marie,
Lawson Martin,	Laré Baco Boukari,
Bedzrah K. Clément,	Tossou Alex,
Randolph Marguérite,	Bedzra A. Michel,
Kouzouamé A. Appoin,	Zamba Eugénie,
Agbetonyo Félix,	Agamah Godfroy,
Alpha Gama Raphaël,	Tchacondo Assoumanou,
Adam Ibrahima,	

infirmiers de 6^e classe.

Au grade d'agent d'hygiène Ppal. de 1^{re} classe
Blabou Jacob, agent d'hygiène Ppal. de 2^e classe

Au grade d'agent d'hygiène Ppal. de 3^e classe
Lawson Laison Joseph, agent d'hygiène ordinaire de 1^{re} classe

Au grade d'agent d'hygiène de 2^e classe
Kiossou Albert, agent d'hygiène de 3^e classe

Au grade d'agent d'hygiène de 5^e classe
Kpelevi Valentin, agent d'hygiène de 6^e classe

TRAVAUX PUBLICS

Au grade de maître ouvrier Ppal. de 1^{re} classe
d'Almeida Léopold, maître ouvrier Ppal. de 2^e cl.

Au grade de maître ouvrier Ppal. de 2^e classe
Lassey Jacob, maître ouvrier principal de 3^e classe

Au grade de maître ouvrier Ppal. de 3^e classe
Dossah Philippe, maître ouvrier de 1^{re} classe

Au grade d'ouvrier de 1^{re} classe
Ayité Félix, Sossah David,
Kouvahé Joseph,
ouvriers de 2^e classe.

Au grade d'ouvrier de 4^e classe
da Silva Damien, ouvrier de 5^e classe

Au grade de chef d'équipe de 1^{re} classe
Codjié Stéphan, Zakary L. Looky,
Sohayé Djato,
chefs d'équipe de 2^e classe.

CHEMINS DE FER ET WHARF

Au grade de chef de station Ppal. de 2^e classe
d'Almeida Cyrano, Midiohouan Julien,
Sade James,
chefs de station principaux de 3^e classe.

Au grade de chef de station Ppal. de 3^e classe
Mensah Ferdinand, Cadassou Norbert,
Lawson Raphaël, Mathia A. Joseph,
chefs de station de 1^{re} classe.

Au grade de sous-chef de station hors classe
Koutamé Jean, sous-chef de station de 1^{re} classe

Au grade d'agent technique ord. de 2^e classe
Bamezon E. Johannès agent technique adjoint hors classe (R.S.M. épuisé)

Au grade d'écrivain de 1^{re} classe
Padonou Maurice, écrivain de 2^e classe

Au grade d'écrivain de 3^e classe
Ajavon Raphaël, Pio Liady Grégoire,
Doufodji A. Renaud,
écrivains de 4^e classe.

Au grade de facteur de 2^e classe
Awitor Christophe, facteur de 3^e classe

Au grade de facteur de 3^e classe
de Souza Honoré, facteur de 4^e classe

Au grade de chef de train Ppal. hors classe
Brym Moïse, Folikoué Robert,
chefs de train principaux de 1^{re} classe.

Au grade de chef d'équipe Ppal. de 2^e classe
Tokofayi Tsenglé, chef d'équipe de 1^{re} classe

Au grade de chef d'équipe de 3^e classe
Dekpo Jacob, chef d'équipe de 4^e classe

Au grade de mécanicien principal de 2^e classe
Degan Simon, mécanicien de 1^{re} classe

Au grade de maître ouvrier Ppal. de 2^e classe
Akomachri Faustin, Thomas Rambert,
maîtres ouvriers principaux de 3^e classe.

Au grade d'ouvrier principal de 1^{re} classe
Kodjovi Kpoclo, Amouzou Abalo,
ouvriers principaux de 2^e classe.

Au grade d'ouvrier principal de 2^e classe
Akly Albert, ouvrier de 1^{re} classe
Afangbedji Missadji, Agbolli Otto,
ouvriers de 1^{re} classe.

Au grade d'ouvrier de 3^e classe
Coco D. Laurent, Gbegnon Etienne,
ouvriers de 4^e classe.

Nominations

Par décision n° 338 D/P. du :

9 mai 1951. — M. Tourot Georges, Administrateur de 2^e classe de la France d'Outre-Mer, en service à Palimé, est nommé Commandant du Cercle de Klouto, en remplacement de M. Courthiade Georges, Administrateur de 2^e classe de la France d'Outre-Mer, en instance de départ en congé administratif.

Par décision n° 341 D/P. du :

9 mai 1951. — M^{lle} Constant Gabrielle (en religion Sœur Saint Marc), infirmière diplômée d'Etat, est engagée en qualité d'infirmière, à titre précaire et essentiellement révocable et mise à la disposition du directeur de la santé publique du Togo pour diriger le dispensaire de Bombouaka (Cercle de Mango).

Elle aura droit en cette qualité à un salaire mensuel global de douze mille (12.000) francs, à l'exclusion de tous accessoires ou indemnités.

Par décision n° 342 D/P. du :

9 mai 1951. — Le médecin capitaine Joncour Georges, en service à l'hôpital de Lomé, est nommé agent principal de la santé du port de Lomé, sous l'autorité du directeur de la santé publique, directeur de la santé, en remplacement du docteur Johnson Patrice, médecin contractuel, en instance de départ en congé.

Le médecin capitaine Joncour aura droit, à cet effet aux indemnités prévues par l'arrêté n° 587/F du 22 juillet 1948 pour les fonctionnaires ou agents chargés de l'arraisonnement des navires.

Par décision n° 344 D/P. du :

10 mai 1951. — Le médecin commandant Chavenon Guy, de retour de congé et attendu à Lomé vers le 17 mai 1951, par avion, reprend ses fonctions de médecin chef de l'hôpital de Lomé et de médecin chef de la subdivision sanitaire de Lomé.

Par décision n° 353 D/E. du :

11 mai 1951. — M. Aquereburu Samuel, instituteur principal de 1^{re} classe, est chargé, provisoirement et cumulativement avec ses fonctions de directeur pédagogique du secteur scolaire de Lomé, des fonctions de directeur pédagogique du secteur scolaire d'Anécho pour compter du 10 mai 1951, en l'absence de M. Félix-Naix appelé à d'autres fonctions.

Par décision n° 373 D/Cab. du :

23 mai 1951. — M^{lle} Amehian Clémentine, est engagée en qualité de lingère à l'hôtel du Gouvernement pour compter du 16 mai 1951, en remplacement de Madame da-Silveira Béatrice, démissionnaire.

Elle aura droit en cette qualité à un salaire mensuel de trois mille six cent vingt-cinq (3.625) francs.

Affectations

Par décision n° 350 D/E. du :

10 mai 1951. — M. Félix-Naix Pierre, instituteur de 6^e classe du cadre local supérieur, précédemment en service à Anécho est affecté au cours complémentaire et normal d'Atakpamé (direction) en remplacement de M. Menant, en instance de départ en congé.

Madame Félix-Naix Léa, institutrice stagiaire du cadre local supérieur, précédemment en service à Anécho, est affectée au cours complémentaire et normal d'Atakpamé, en remplacement de Madame Menant, en instance de départ en congé.

Par décision n° 358 D/P. du :

18 mai 1951. — L'infirmier de 5^e classe Palanga Djobo Benoît, en service à Palimé, est affecté à Pagouda.

L'infirmier principal de 1^{re} classe Edoth Emmanuel, en service à Pagouda, est affecté à Palimé, en remplacement de M. Palanga.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} août 1951.

Par décision n° 367 D/P. du :

21 mai 1951. — L'aide météorologiste adjoint de 5^e classe du cadre local du Togo Gaba Clément, en service à Mango, qui compte trois ans de services ininterrompus dans les postes de l'intérieur, est affecté à la station météorologique de Lomé-Aérodrome.

L'aide-météorologiste adjoint de 6^e classe du cadre local du Togo d'Almeida Innocent, en service à la station météorologique de Lomé-Aérodrome, est affecté à la station météorologique de Mango en remplacement de l'aide-météorologiste Gaba Clément qui reçoit une autre affectation.

Par décision n° 359 D/P. du :

18 mai 1951. — M. Anselme Jean-Marie, sous chef de poste radioélectricien de 3^e classe de retour de congé et arrivé à Lomé le 9 mai 1951 par le s/s Foucauld, est mis à la disposition du chef du service des postes et télécommunications pour servir en qualité de chef par intérim du bureau central télégraphique et radiotélégraphique de Lomé.

Par décision n° 370 D/P. du :

22 mai 1951. — M. Duparc Emile, ingénieur adjoint stagiaire du cadre général des Travaux Météorologiques d'Outre-Mer, nouvellement affecté au Togo et arrivé à Lomé le 21 mai 1951, par le paquebot « Hoggar », est mis à la disposition du chef du service météorologique pour servir à la station météorologique de Lomé-Aérodrome.

Témoignage de satisfaction

Par décision n° 372 D/Cab. du :

23 mai 1951. — Un témoignage officiel de satisfaction est décerné au maréchal des logis chef de Gendarmerie Joly, en service à Anécho, pour le zèle et le dévouement remarquables dont il fait preuve dans l'exercice de ses fonctions.

Retraites

Par arrêté n° 337-51/P. du :

23 mai 1951. — Sont admis d'office à faire valoir leurs droits à une pension de retraite, pour compter du 1^{er} octobre 1951 :

- 1^o) pour infirmités imputables au service :
M.M. d'Almeida Antoine, commis d'administration adjoint de 2^e classe;
Sewonou Avoussou, chef d'équipe de 3^e classe des chemins de fer;
- 2^o) pour infirmités non imputables au service :
Kpamai Tchoro, ouvrier de 5^e classe des travaux publics.

Révocation

Par arrêté n° 313-51/P. du :

9 mai 1951. — Le commis adjoint de 1^{re} classe Ecoué Ayayivi, et le préposé de 4^e classe Lawson

Gédéon, tous deux du cadre local des agents des douanes du Togo, sont révoqués de leurs fonctions, pour faute grave en service.

Gardes-forestiers

Par arrêté n° 319-51/P. du :

11 mai 1951. — Les élèves gardes forestiers :

Gbohoun Ambroise Zinsou Benjamin

Lougoui Akakpo

qui ont terminé leur stage de formation professionnelle sont nommés gardes forestiers stagiaires à compter du 5 mai 1951.

Par décision n° 356 D/P. du :

15 mai 1951. — M. Padonou Grégoire, brigadier de 2^e classe des Eaux et Forêts, en service à Davié, est affecté à Palimé.

M. Dangbo Alphonse, garde forestier de 1^{re} classe, en service à Palimé, est affecté à Davié, en remplacement de M. Padonou.

M. Zinsou Benjamin, garde forestier stagiaire, en service à Lomé, est affecté à Adakakpé.

M. Lougoui Akakpo, garde forestier stagiaire, en service à Atakpamé, est affecté à Sokodé.

DIVERS

Avance

Par arrêté n° 323-51/F du :

12 mai 1951. — Une avance de six mille francs (6.000), renouvelable, est mise à la disposition de M. Georges Lallement, géomètre du service topographique en vue d'assurer le paiement des manœuvres qui doivent être employés dans la région d'Agou au débroussaillage, au transport et à la pose des bornes nécessaires à la délimitation et au levé des terrains domaniaux tels que les anciennes plantations allemandes de Fligbo, Gadja, Agou-Ibo et Togo plantation.

Les dépenses seront imputées au budget local — exercice 1951 — chapitre 9 — article 5 — paragraphe 2.

Commandement indigène

Par décision n° 363 D/AP du :

19 mai 1951. — M. Gbedey Faustin, est engagé en qualité de secrétaire du chef du canton d'Aflao, pour compter du 1^{er} mai 1951.

Commission

Par décision n° 355 D/Dom du :

15 mai 1951. — Une commission composée de :
M.M. Le receveur de l'enregistrement,
Le chef de la section du matériel (Finances),

Djondo Nicolas, commis auxiliaire aux douanes,

se réunira sur la convocation de son président à l'effet de procéder au comptage des timbres surchargés et à la destruction par incinération des timbres fiscaux de connaissements énumérés dans l'arrêté n° 278-51/Dom du 17 avril 1951.

Il sera dressé pour ces opérations un procès-verbal qui vaudra pour le receveur de l'enregistrement et du timbre, prise en charge d'une part en ce qui concerne les nouvelles quotités des timbres surchargés, et décharge, d'autre part, des anciennes quotités de ces timbres et des timbres incinérés.

Compagnie d'assurances

Par arrêté n° 335-51/SG du :

21 mai 1951. — M. James Forbes Leitch, agent de la Compagnie John Holt, demeurant à Cotonou (Dahomey), est agréé en qualité d'agent spécialement préposé à la direction des opérations de la société britannique d'assurances « Guardian Assurance Company Limited » au Togo.

La « Guardian Assurance Company Limited » est habilitée à pratiquer au Territoire les opérations prévues aux paragraphes 9^o, 11^o et 18^o de l'article 137 du décret du 30 décembre 1938.

Conseil du contentieux

Par arrêté n° 328-51/SG du :

19 mai 1951. — M. Monclar Jean, chef de bureau de 1^{re} classe d'administration générale d'Outre-Mer, est nommé secrétaire du conseil du contentieux administratif du Togo pour une période de deux années, en remplacement de M. Darinois, rentrant en congé administratif.

Enseignement

Bourses

Par arrêté n° 301-51/E du :

3 mai 1951. — Une bourse d'internat est accordée, pour l'année scolaire 1950-1951, à chacun des élèves dont les noms suivent, inscrits au Collège St. Joseph de Lomé ou au Cours Complémentaire de la Mission Evangélique à Lomé :

Mission Catholique.

Gada Alexandre	Amegandjin Marcellin
Aziaka Sébastien	Adzui Clément
Honkpo Gabriel	Awesso Alphonse
Toulassi Alphonse	Baromda Paul
Ekué André	Bali Komlani
Laré Augustin	

Une bourse d'externat est accordée, pour l'année scolaire 1950-1951, à chacun des élèves dont les noms suivent, inscrits au Collège St. Joseph de Lomé ou au Cours Complémentaire de la Mission Evangélique à Lomé :

Mission Catholique

Dossou Michel Franck Albert
Eklou Patrice Satchivi Akakpo

Mission Evangélique

Adzomada Ruben Dedjigba Céphas
Amedanou Edwin Prempe Prosper

Ecole Professionnelle d'Agriculture

Par décision n° 361 D/Agro du :

18 mai 1951. — Le concours prévu à l'article 3 de l'arrêté n° 309/Agro du 14 juin 1944 pour le recrutement d'élèves pour l'école professionnelle d'agriculture de Porto-Novo aura lieu :

1°/ — L'examen écrit dans chaque Cercle où les candidats ont notifié leur demande : le 23 août 1951 à 7 heures 30 précises;

2°/ — L'examen oral à Lomé au service de l'enseignement le 27 septembre 1951 à 7 h. 30 précises en présence d'une commission dont la composition fera l'objet d'une décision ultérieure.

La liste des inscriptions sera close le 23 juillet 1951.

Le nombre de place mise au concours est fixé à 2 (deux).

Frais funéraires

Par décision n° 345 D/F. du :

10 mai 1951. — Le remboursement d'une somme de cinq mille francs (5.000 francs) à titre de frais funéraires supportés à l'occasion du décès de sa fille Innocentia Victorine Gnassounou, survenu à Lomé le 7 avril 1951 est accordé à Monsieur Gnassounou Pierre, infirmier vétérinaire en service à Lomé.

La dépense est imputable au Budget local Ex. 1951 — Chap. XIII Art. 3 Paragraphe 2.

Par décision n° 346 D/F. du :

10 mai 1951. — Le remboursement d'une somme de cinq mille francs (5.000 francs) à titre de frais funéraires supportés à l'occasion du décès de son fils Siméon Kpakpovi Akué, survenu le 26 mars 1951 à Lomé, est accordé à M. Akué Guillaume Bernard, commis d'administration adjoint de 5^e classe en service au parquet à Lomé.

La dépense est imputable au Budget local — Ex. 1951 Chap. VI Art. 7 Paragraphe 2 b.

Interdiction de séjour

Par arrêté n° 320-51/SG. du :

11 mai 1951. — Le séjour dans le Territoire du Togo placé sous la tutelle de la France est interdit pendant une durée de cinq ans pour compter du 17 juillet 1951, date d'expiration de leur peine de prison, aux nommés :

1°/ — Degourou Wéhé François, détenu à la prison de Lomé, âgé de 29 ans environ, né à Démobri (Cercle d'Abidjan, Côte d'Ivoire) fils de Boué et de Baou, célibataire sans enfant, manœuvre à bord du s/s Lavandou (F.D. 11.113/32.232), condamné pour vol à dix-huit mois de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 18 janvier 1950 du Tribunal Correctionnel de Lomé (Flagrant délit);

2°/ — Djé Kao Justin, détenu à la prison de Lomé, âgé de 26 ans environ, né à Guiglo (Cercle de Man, Côte d'Ivoire), fils de Djé et de Mahioou, célibataire sans enfant, manœuvre à bord du s/s Lavandou (F.D. 11.111/31.132), condamné pour vol à dix-huit mois de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 18 janvier 1950 du Tribunal Correctionnel de Lomé (Flagrant délit).

Le séjour dans les Cercles de Mango, Lama-Kara, Sokodé, Atakpamé, Klouto, Lomé à l'exception du Cercle d'Anécho, est interdit pendant une durée de cinq ans pour compter du 11 juillet 1951, date d'expiration de sa peine de prison au nommé Aoudou Issifou, détenu à la prison de Lomé, âgé de 32 ans environ, fils de feu Aoudou et de feu Mahina, né à Vokoutimé (Cercle d'Anécho) célibataire sans enfant vendeur de foin, (F.D. 11.133/33.222), condamné pour vol à six mois de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 12 janvier 1951 du Tribunal Correctionnel de Lomé, (Flagrant délit).

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront sanctionnées conformément aux prescriptions de l'article 45 du Code Pénal.

Par arrêté n° 329-51/SG du :

19 mai 1951. — Le séjour dans le Territoire du Togo placé sous la tutelle de la France est interdit pendant une durée de dix ans pour compter du 18 février 1954, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Mensah Issac Duff, détenu à la prison de Lomé, âgé de 28 ans environ, né à Kéta (Gold-Coast), fils de Julius et de Té, revendeur demeurant à Accra (Gold-Coast) déjà condamné (F.D. 11.111/25.222) condamné à nouveau pour vol et abus de confiance à quatre ans de prison, trente mille francs d'amende, *dix ans d'interdiction de séjour*, sept cent soixante quinze mille (775.000) frcs. de dommages-intérêts solidairement avec trois autres par arrêt en date du 31 août 1950 de la Cour d'Appel de l'A. O. F.

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront sanctionnées conformément aux prescriptions de l'article 45 du Code Pénal.

Libération conditionnelle — Résidence obligatoire

Par arrêté n° 330-51/SG du :

19 mai 1951. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au nommé Kpadéno Videssikou, détenu à la prison de Dapango (Cercle de Mango), âgé de 44 ans environ, né vers 1907 à Grand-Popo (Dahomey), fils de Kpadéno et de Nadou, célibataire, père de deux enfants, sans profession, condamné à dix ans de travaux forcés pour vol par jugement n° 3 en date du 15 avril 1946 du Tribunal Criminel d'Atakpamé.

Il est interdit au nommé Kpadénou Videssikou, une fois libéré, de reparaitre sur toute l'étendue du Territoire avant le 23 juillet 1954, date d'expiration normale de sa peine de prison.

Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au nommé Alloé Kossi, détenu à la prison de Lomé, âgé de 31 ans environ, né vers 1920 à Gapé (Subdivision de Tsévié, Cercle de Lomé), fils de feu Alloé et de Djopé, célibataire, sans enfant, cultivateur, domicilié à Gapé, condamné à dix mois d'emprisonnement et deux mille francs d'amende pour abattage de palmiers à huile sans autorisation administrative par jugement n° 287 en date du 28 juillet 1950 du Tribunal Correctionnel de Lomé.

Le nommé Alloé Kossi est astreint à la résidence obligatoire à Gapé (Subdivision de Tsévié, Cercle de Lomé) jusqu'au 28 mai 1951, date d'expiration de sa peine de prison. Le nommé Alloé Kossi ne pourra quitter sa résidence obligatoire que sur autorisation spéciale du chef de la Subdivision de Tsévié.

Observateurs météorologistes

Par décision n° 368 D/P. du :

21 mai 1951. — L'article premier de la décision n° 60 D/F du 20 janvier 1951 est modifié comme suit :

Station portant le numéro 19 :

Au lieu de « Pagala », lire « Pagouda ».

Permis de conduire

Par arrêté n° 311-51/TP. du :

9 mai 1951. — L'arrêté n° 1015-50/T.P. du 12 décembre 1950 est rapporté en ce qui concerne le nommé Antoine Afambi.

Le permis de conduire n° 199 délivré à Lomé le 20 septembre 1929 au nommé Afambi Antoine, né vers 1907 à Atakpamé, demeurant à Sokodé est restitué à son titulaire.

Par décision n° 340 D/TP. du :

9 mai 1951. — Sont retirés à leur titulaire :

Pour une durée de trois mois

1° — le permis de conduire n° 1.477 délivré à Lomé, le 8 avril 1950 au nommé Adjandé Orou Christophe, né vers 1915 à Anima, domicilié à Sokodé;

2° — le permis de conduire n° 3.400 délivré à Porto-Novo, le 24 février 1950 au nommé John Ayi Messanvi, né le 15 novembre 1928 à Anécho, chauffeur demeurant à Anécho.

Pour une durée de six mois

1° — le permis de conduire n° 1.958 délivré à Cotonou, le 29 décembre 1938 au nommé Adjanouhourt Kohavi Komlan, né le 18 novembre 1918 à Ouidah, domicilié à Lomé;

2° — le permis de conduire n° 1.661 délivré à Lomé, le 23 décembre 1950 au nommé Lama Balaka Ignace, né vers 1921 à Niamtougou (Cercle de Lama-Kara), domicilié à Sokodé;

3° — le permis de conduire n° 1.488 délivré à Lomé, le 27 avril 1950 au nommé Klutsé Langa Kossivi Nicolas, né vers 1925 à Kpélé-Atimé (Cercle de Klouto), domicilié à Palimé;

4° — le permis de conduire n° 69 délivré à Lomé, le 29 avril 1928 au nommé Romanus Kossi, né vers 1928 à Palimé, domicilié à Gbalanvé;

5° — le permis de conduire n° 2.897 délivré à Cotonou, le 22 août 1948 au nommé Agbodemakou Roch, né en 1914 à Cotonou;

6° — le permis de conduire n° 1.726 délivré à Cotonou, le 31 décembre 1936 au nommé Bodonté Adam, né vers 1913 à Sokodé, domicilié à Palimé;

Pour une durée d'un an

1° — le permis de conduire n° 734 délivré à Lomé, le 2 novembre 1937 au nommé Wilson Tevi, né vers 1910 à Anécho, domicilié à Lomé;

2° — le permis de conduire n° 1.100 délivré à Lomé, le 16 juin 1947 au nommé Kouma Michel Mas-séha, né le 2 février 1925 à Défalé (Cercle de Lama-Kara) domicilié à Sokodé;

3° — le permis de conduire n° 1.727 délivré à Cotonou le 31 décembre 1936 au nommé Tamakloé Mensah, né en 1903 à Agavé (Gold-Coast), domicilié à Atakpamé;

Il est interdit aux susnommés de conduire des véhicules pendant les périodes de suspension même accompagnés de personnes titulaires des permis de conduire. Les récépissés de saisie des permis de conduire seront restitués immédiatement par les intéressés au Commandant du détachement de gendarmerie de leur Cercle et adressés à la direction des travaux publics et des transports pour être joints à leur dossier.

A l'expiration des périodes de retrait chacun des susnommés et sur sa demande, pourra être autorisé à subir à nouveau les examens en vue de l'obtention du permis de conduire.

Restes mortels

Par arrêté n° 338-51/SG du :

23 mai 1951. — Est autorisé, dans les conditions prescrites par les arrêtés ministériels le transfert de Lomé (Togo) à Lausanne (Suisse) via Marseille, sur le paquebot « Hoggar » attendu à Lomé vers le 31 mai 1951, des restes mortels de François-André-Auguste Perrin, sujet suisse, décédé à Lomé (Togo) le 15 février 1951.

Rôles

Par arrêté n° 326-51/CD du :

18 mai 1951. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles exercices 1950 et 1951 ci-après s'élevant à la somme de : Quatre-vingt et un millions soixante-dix-neuf mille neuf cent soixante-trois francs.

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
EXERCICE 1950				
321	Lomé-C.M.	Impôt personnel H. C.	2.460,—	
		Taxe vicinale	1.200,—	
322	—	Patentes		3.660,—
323	—	Taxe sur les armes perfectionnées.		109.200,—
324	Subd. Lomé	Impôt personnel C. S.	530,—	900,—
		Taxe vicinale	300,—	
325	—	Patentes		830,—
326	—	Licences		24.900,—
327	Tsévié	Impôt personnel C. S.	1.060,—	5.250,—
		Taxe vicinale	600,—	
328	Atakpamé	Impôt personnel C. S.	530,—	1.660,—
		Taxe vicinale	300,—	
329	—	Impôt sur la population flottante	1.575,—	830,—
		Taxe vicinale	2.170,—	
330	—	Patentes		3.745,—
331	—	Taxe sur les armes non perfectionnées		11.067,—
332	Bassari	Taxe sur les armes perfectionnées.		3.450,—
		Total de l'Exercice 1950		800,—
				19.092,—
				800,—
				166.292,—
EXERCICE 1951				
56	Lomé-C.M.	Impôt foncier sur immeubles bâtis.	675.917,—	
		Taxe d'ordures	155.325,—	
		Centimes additionnels.	33.787,—	865.029,—
57	—	Impôt foncier sur immeubles bâtis	1.151.199,—	
		Taxe d'ordures	251.159,—	
		Centimes additionnels	57.233,—	1.459.591,—
58	—	Impôt foncier sur immeubles bâtis	679.524,—	
		Taxe d'ordures	120.411,—	
		Centimes additionnels	34.239,—	834.174,—
59	—	Impôt foncier sur immeubles bâtis	446.781,—	
		Taxe d'ordures	80.403,—	
		Centimes additionnels	22.307,—	549.491,—
60	—	Impôt foncier sur immeubles bâtis	234.788,—	
		Taxe d'ordures.	36.763,—	
		Centimes additionnels	11.818,—	283.369,—
61	—	Impôt personnel C. S.	2.120,—	
		Centimes additionnels	106,—	
		Taxe vicinale	1.400,—	3.626,—
62	—	Taxe sur les armes perfectionnées		18.710,—
63	—	Taxe sur les armes non perfectionnées		460,—
64	—	Taxe sur les bicyclettes		8.220,—
		Centimes additionnels.		411,—
65	Subd. Lomé	Impôt personnel C. S.	530,—	4.023.081,—
		Taxe vicinale	350,—	
66	—	Patentes		880,—
67	—	Taxe sur les armes perfectionnées.		32.000,—
68	—	Taxe sur les armes non perfectionnées		1.700,—
69	—	Taxe sur les bicyclettes		1.100,—
70	Tsévié	Impôt personnel H. C.	1.640,—	11.220,—
	—	Taxe vicinale.	1.000,—	
		à reporter		2.640,—
				46.900,—
				2.640,—
				4.069.981,—

N ^o DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
		report	2.640,—	4.069.981,—
71	Tsévié	Impôt personnel C. S.	2.650,—	
		Taxe vicinale	1.750,—	4.400,—
72	—	Patentes		9.801,—
73	—	Licences		6.000,—
74	—	Taxe sur les armes perfectionnées		3.400,—
75	—	Taxe sur les armes non perfectionnées		3.500,—
76	—	Taxe sur les bicyclettes		110.200,—
77	Anécho	Patentes		653.539,—
78	—	Licences		151.000,—
79	—	Impôt sur la population flottante	1.125,—	
		Taxe vicinale	1.550,—	2.675,—
80	—	Patentes		629.901,—
81	—	Licences		51.000,—
82	—	Taxe sur les armes perfectionnées		8.700,—
83	—	Taxe sur les armes non perfectionnées		750,—
84	—	Taxe sur les bicyclettes		65.520,—
85	Klouto	Impôt foncier sur immeubles non bâtis		973,—
86	—	Patentes		804.939,—
87	—	Licences		194.000,—
88	—	Impôt personnel H. C.	1.640,—	
		Taxe vicinale	1.000,—	2.640,—
89	—	Impôt personnel C. S.	5.830,—	
		Taxe vicinale	3.850,—	9.680,—
90	—	Impôt personnel C. O.	3.420,—	
		Taxe vicinale	3.040,—	6.460,—
91	—	Impôt personnel C. O.	320,—	
		Taxe vicinale	240,—	560,—
92	—	Patentes		46.000,—
93	—	Licences		113.000,—
94	—	Taxe sur les armes perfectionnées		8.200,—
95	—	Taxe sur les armes non perfectionnées		4.850,—
96	—	Taxe sur les bicyclettes		30.780,—
97	Atakpamé	Impôt personnel C. S.	2.120,—	
		Taxe vicinale	1.400,—	3.520,—
98	—	Impôt personnel C. O.	9.830,—	
		Taxe vicinale	9.440,—	19.270,—
99	—	Impôt sur la population flottante	900,—	
		Taxe vicinale	1.240,—	2.140,—
100	—	Patentes		224.975,—
101	—	Licences		35.250,—
102	—	Taxe sur les armes perfectionnées		9.900,—
103	—	Taxe sur les armes non perfectionnées		2.000,—
104	—	Taxe sur les bicyclettes		2.520,—
105	Sokodé	Impôt personnel H. C.	820,—	
		Taxe vicinale	500,—	1.320,—
106	—	Impôt personnel C. O.	6.525,—	
		Taxe vicinale	6.960,—	13.485,—
107	—	Impôt sur la population flottante	450,—	
		Taxe vicinale	620,—	1.070,—
108	—	Patentes		5.800,—
		à reporter	21.675,—	7.194.664,—

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
		Report	21.675,—	7.194.664,—
109	Sokodé	Taxe sur les armes perfectionnées	2.800,—	
110	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	200,—	
111	—	Taxe sur les bicyclettes	5.460,—	30.135,—
112	Bassari	Impôt personnel H. C.	57.400,—	
		Taxe vicinale	35.000,—	92.400,—
113	—	Impôt personnel C. S.	31.800,—	
		Taxe vicinale	21.000,—	52.800,—
114	—	Impôt personnel C. O.	807.360,—	
		Taxe vicinale	954.120,—	1.761.480,—
115	—	Impôt foncier sur immeubles bâtis	1.620,—	
116	—	Patentes	91.600,—	
117	—	Licences	13.000,—	
118	—	Taxe sur les armes perfectionnées	7.800,—	
119	—	Impôt personnel H. C.	820,—	
		Taxe vicinale	500,—	1.320,—
120	—	Impôt personnel C. S.	530,—	
		Taxe vicinale	350,—	880,—
121	—	Impôt personnel C. O.	2.450,—	
		Taxe vicinale	2.800,—	5.250,—
122	—	Impôt sur la population flottante	225,—	
		Taxe vicinale	310,—	535,—
123	—	Patentes	42.900,—	
124	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	17.300,—	
125	—	Taxe sur les bicyclettes	5.700,—	2.094.585,—
126	Lama-Kara	Impôt personnel H. C.	82.000,—	
		Taxe vicinale	50.000,—	132.000,—
127	—	Impôt personnel C. S.	20.140,—	
		Taxe vicinale	13.300,—	33.440,—
128	—	Patentes	112.000,—	
129	—	Licences	21.000,—	
130	—	Taxe sur les armes perfectionnées	8.700,—	
131	—	Impôt personnel C. O.	1.400,—	
		Taxe vicinale	1.600,—	3.000,—
132	—	Impôt sur la population flottante	675,—	
		Taxe vicinale	930,—	1.605,—
133	—	Patentes	136.200,—	
134	—	Taxe sur les armes perfectionnées	1.100,—	
135	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	2.650,—	
136	—	Taxe sur les bicyclettes	660,—	452.355,—
137	Mango	Impôt sur la population flottante	1.125,—	
		Taxe vicinale	1.550,—	2.675,—
138	—	Patentes	1.800,—	
139	—	Taxe sur les armes perfectionnées	2.400,—	
140	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	200,—	
141	—	Taxe sur les bicyclettes	2.820,—	9.895,—
142	Dapango	Impôt sur la population flottante	450,—	
		Taxe vicinale	620,—	1.070,—
143	—	Patentes	478.700,—	
144	—	Licences	5.000,—	
145	—	Taxe sur les armes perfectionnées	3.000,—	
146	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	3.750,—	
147	—	Taxe sur les bicyclettes	2.460,—	193.980,—
		Total de l'exercice 1951		9.975.614,—

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
Impôt sur le revenu				
	Lomé-Trésor	Rôle N° 2 Impôt cédulaire	942.278,—	
		— 3 Impôt cédulaire	127.304,—	
		Impôt général	923.300,—	1.050.604,—
	Anécho	— 4 Impôt général	8.900,—	
		— 5 Impôt cédulaire	6.324,—	
		Impôt général	46.701,—	53.025,—
	Tsévié	— 6 Impôt retenue à la source	586,—	
	Atakpamé	— 7 Impôt retenue à la source	1.102,—	
		— 8 Impôt cédulaire	13.685,—	
		Impôt général	105.552,—	119.237,—
	Palimé	— 9 Impôt retenue à la source	544,—	
		— 10 Impôt cédulaire	1.910,—	
		Impôt général	14.200,—	16.110,—
	Sokodé	— 11 Impôt cédulaire	6.045,—	
		Impôt général	18.903,—	24.948,—
	Lomé-Trésor	— 12 Impôt cédulaire	3.351.542,—	
		Impôt général	1.835.749,—	5.187.291,—
	Anécho	— 13 Impôt cédulaire	1.364.920,—	
		Impôt général	27.520,—	1.392.440,—
	Atakpamé	— 14 Impôt cédulaire	360.600,—	
		Impôt général	21.800,—	382.400,—
	Palimé	— 15 Impôt cédulaire	252.120,—	
		Impôt général	23.340,—	275.460,—
	Sokodé	— 16 Impôt cédulaire	928.960,—	
		Impôt général	2.122.216,—	3.051.176,—
	Atakpamé	— 17 Impôt cédulaire	62.000,—	
		Impôt général	12.500,—	74.500,—
	Lomé-Trésor	— 18 Impôt cédulaire	620.576,—	
		Impôt général	34.130,—	654.706,—
		— 19 Impôt cédulaire	57.702.750,—	70.938.057,—
		Total des anciennes contributions et taxes assimilées.		10.141.906,—
		Total général		81.079.963,—

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 20 mai 1951.

Secours

Par décision n° 347 D/F. du :

10 mai 1951. — Un secours éventuel de vingt mille francs (20.000 francs) une seule fois payé est accordé aux orphelins du feu Mandona Kodjo, ex-facteur ordinaire de 1^{re} classe des P. T. T., décédé le 12 octobre 1949 à Sokodé.

Ce secours sera mandaté au nom de Madame veuve Daboudi Mandona demeurant à Mango tutrice légale des orphelins de feu Mandona Kodjo.

La dépense correspondante est imputable au Budget Local Exercice 1951. Chapitre X Article I Paragraphe 2.

Par décision n° 348 D/F. du :

10 mai 1951. — Un secours éventuel de vingt mille francs (20.000 frcs) une seule fois payé, est accordé

aux orphelins de feu Kouévi Daniel, infirmier major en retraite, décédé le 8 octobre 1950 à Amegnran (Cercle d'Anécho).

Ce secours sera mandaté au nom de Monsieur Douhadji Hongnise, cultivateur, demeurant et domicilié à Amegnran, quartier Kpakpalapénou (Cercle d'Anécho) tuteur légal des orphelins de feu Kouévi Daniel et cousin de ce dernier.

La dépense correspondante est imputable au budget local, exercice 1951, chapitre XXII, article 3 paragraphe 1 (Secours éventuels à des particuliers et secours collectifs à des sinistrés du Territoire).

Subventions

Par décision n° 351 D/E du :

10 mai 1951. — Pour le mois d'avril 1951, une subvention de 1.936.100 francs (un million neu

cent trente-six mille cent francs) est accordée aux établissements de la Mission Catholique du Togo, afin de contribuer à couvrir leurs dépenses de personnel, de matériel, d'outillage d'enseignement professionnel, manuel, agricole et de fournitures scolaires.

Par décision n° 369 D/F. du :

21 mai 1951. — Une subvention de six cent soixante huit mille cent vingt six francs (668.126 francs C. F. A.) — soit : un million trois cent trente six mille deux cent cinquante deux francs métropolitains (1.336.252 francs métr.), est accordée à l'institut de recherches de coton et des textiles exotiques dit « I. R. C. T. E. » ayant son siège à 29, Rue d'Artois, 29 Paris (8^e) pour la part lui revenant sur les perceptions faites en 1950 au titre de la taxe de recherches sur le coton et le kapok.

Cette somme lui sera payée par les soins du service administratif colonial à Paris, sur les provisions constituées par le Territoire.

La dépense correspondante est imputable au Chap. XXIII — Art. 6 — Parag. 3 du Budget Local — Exercice 1951.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis aux Importateurs et aux Exportateurs

AVIS aux Importateurs et aux Exportateurs de marchandises en provenance et à destination des Etablissements français dans l'Inde.

Les importations et les exportations de marchandises en provenance et à destination des Etablissements Français dans l'Inde sont désormais soumises à l'observation des règles définies ci-après :

I — Importations

Les importations de marchandises en provenance des Etablissements Français dans l'Inde sont subordonnées à la présentation au bureau des douanes d'entrée, d'une attestation conforme au modèle n° 1 annexé au présent avis, délivrée à l'exportateur par le Commissaire de la République à Pondichéry.

II — Exportations

Les exportations de marchandises à destination des Etablissements Français dans l'Inde sont subordonnées à la présentation par l'exportateur, au bureau des douanes de sortie, d'une attestation conforme au modèle n° 2 annexé au présent avis, délivrée à l'importateur par le Commissaire de la République à Pondichéry. Un exemplaire de cette attestation est adressé à l'exportateur préalablement à la réalisation de l'exportation.

Toutefois, les exportations portant sur des marchandises autres que celles figurant sur les listes des produits dont l'exportation hors du Togo, demeure

soumise à licence d'exportation, sont dispensées de cette formalité, lorsque leur montant ne dépasse pas 50.000 fr. métropolitains.

En tout état de cause, les exportations de marchandises à destination des Etablissements Français dans l'Inde doivent donner lieu à la souscription des documents douaniers habituels.

Document à établir en 5 exemplaires.

ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DANS L'INDE

Commissariat de la République

MODELE N° 1

Exemplaire N°

Attestation de commerce concernant les Etablissements Français dans l'Inde

La (banque locale) sollicite pour (nom et adresse de l'exportateur) . . .

l'autorisation d'expédier sur le territoire de la zone franc ci-après indiqué

à (désignation de l'acheteur) les marchandises suivantes (désignation commerciale)

Poids brut (en chiffres et en toutes lettres)

Poids net (en chiffres et en toutes lettres)

Nombre de pièces

Valeur de la marchandise (en francs)

Origine de la marchandise

La banque s'engage à faire assurer le paiement de la somme de (en toutes lettres)

au crédit de son compte pondichérien en francs, tenu chez (nom de la banque correspondant)

Echéance du paiement

Date

Signature de la banque :

Visa et cachet du bureau des Douanes d'entrée

Autorisation du Commissaire de la République aux Etablissements Français dans l'Inde.

N° d'Enregistrement

Date

Signature :

ETABLISSEMENTS FRANÇAIS
DANS L'INDE

Document à établir
en 4 exemplaires.

Commissariat de la République

MODELE N° II

Exemplaire N°

Attestation de commerce concernant les Etablissements Français dans l'Inde

La (banque locale)
sollicite pour (nom et adresse de l'importateur)
.
l'autorisation d'importer du territoire de la zone franc
ci-après indiqué
les marchandises suivantes (désignation commerciale)
.
poids brut (en chiffres et en toutes lettres)
poids net (en chiffres et en toutes lettres)
Nombre de pièces
Vendues par (désignation du vendeur)
Valeur de la marchandise (en francs)
La banque s'engage à assurer le paiement de la
somme de (en toutes lettres)
par le débit de son compte pondichérien en francs
tenu chez (nom de la banque correspondant)
Echéance du paiement
Date

Signature de la banque :

Visa et cachet du bureau des Douanes de sortie	Autorisation du Commissaire de la République aux Etablissements Fran- çais dans l'Inde. N° d'Enregistrement Date Signature :
--	---

*Liste des Chirugiens Dentistes exerçant
librement leur art au Togo*

REFERENCE : décret n° 47-2023, du 15 octobre
1947 promulgué au Togo par arrêté n° 830/Cab. du
4 décembre 1947.

Monsieur Fanget, Georges, Henri
Résidence professionnelle : Lomé — Togo
Date d'ouverture du cabinet : 9 avril 1951
Date et lieu d'obtention du
diplôme de Chirurgien-Dentiste : 28 mars 1938 —
Académie de Paris.

COOPERATIVE DES PLANTEURS DE COCO

DU LITTORAL TOGOLAIS
Au Capital de 100.000 Francs

Objet : La mise en valeur et l'exploitation rationnelle
des cocoteraies situées sur le littoral du Togo, appar-
tenant à ses membres ou acquises par la Société à quel-
que titre que ce soit, en vue d'un meilleur rendement
quantitatif et qualitatif;

La mise en commun des récoltes;

La préparation, la transformation, la manutention,
le transport, le stockage et la vente sur place ou à
l'exportation des produits;

L'acquisition et l'utilisation en commun des moyens
de production et de transport;

Enfin, toutes les opérations financières, juridiques,
techniques, mobilières, immobilières, d'études, d'ex-
périmentation, de contrôle, etc. se rattachant directe-
ment ou indirectement aux activités ci-dessus;

L'objet de la coopérative peut être modifié par déci-
sion de l'Assemblée Générale Extraordinaire. Toute-
fois, il ne pourra en aucun cas être porté atteinte au
caractère de coopérative agricole régie par la loi du 10
septembre 1947.

Siège : Le siège social est établi à Lomé, rue
de Bè, Maison Albert Ahadj. Il peut être transféré
en tout autre lieu par simple décision du Conseil d'ad-
ministration.

Associés :

1^o) — Amegee Louis, employé de commerce, de-
meurant et domicilié à Lomé (Togo), 2 Rue Kamina,
né le 27 Mars 1904 à Adafia (Gold Coast);

2^o) — Nubukpo Victor, propriétaire planteur, demeu-
rant et domicilié à Lomé (Togo), Route de Bé, né
à Lomé (Togo) vers 1897;

3^o) Ahadj Albert, propriétaire planteur, demeurant
et domicilié à Lomé (Togo), Route de Bé, n° 49, né
le 17 novembre 1897 à Lomé (Togo);

4^o) Labitey Bernard, employé de commerce, de-
meurant et domicilié à Lomé (Togo), Rue de Mar-
seille n° 16, né le 12 avril 1904 à Lomé (Togo);

5^o) Deckon Cosme, Assistant de police principal,
demeurant et domicilié à Lomé (Togo), Angle rue
d'Atakpamé et Boulevard Circulaire, né le 12 juillet
1907 à Grand-Popo (Dahomey);

6^o) Aklassou Joseph, Chef de Canton de Grand-Bè
(Cercle de Lomé), et planteur, demeurant et domicilié
à Grand-Bé (Cercle de Lomé Togo), âgé de 54 ans;

7^o) Ata-Quam, Chef, demeurant et domicilié à Ané-
cho (Togo), né le 5 janvier 1901;

8^o) Agbano II, Chef de Glidji (Anécho), demeurant
et domicilié à Glidji, âgé de 52 ans;

9^o) Passah Seth, Chef de Canton de Tsévié, demeu-
rant et domicilié à Tsévié, âgé de 39 ans;

10^o) Mlapa Sébastien, Chef de Canton de Togoville,
demeurant et domicilié à Togoville (Cercle d'Anécho),
âgé de 56 ans;

11^o) Gadegbeku Fred, employé de commerce, demeurant et domicilié à Lomé (Togo), 10 Avenue des Alliés, né le 13 juillet 1904 à Lomé (Togo);

12^o) Anthony Emmanuel, propriétaire planteur, demeurant et domicilié à Lomé (Togo), 26 Rue de l'Eglise, né le 22 juin 1911 à Lomé (Togo);

13^o) Akpabie Alphonse, propriétaire, commerçant, demeurant et domicilié à Lomé (Togo), quartier n^o 5, né le 9 septembre 1914 à Gounkopé (Cercle d'Anécho);

14^o) Gagbeku August, commerçant, planteur, demeurant et domicilié à Lomé (Togo), 1, Rue d'Alsace-Lorraine, né le 14 juillet 1905 à Lomé (Togo);

15^o) Tamakloe Fred, propriétaire planteur, demeurant et domicilié à Lomé, quartier n^o 1, né à Lomé (Togo), le 10 avril 1894;

16^o) Anthony Norbertus, propriétaire planteur, demeurant et domicilié à Lomé (Togo), quartier n^o 5, né le 6 juin 1889 à Lomé (Togo);

17^o) Anthony Joseph, employé de commerce, demeurant et domicilié à Lomé (Togo), Rue du Mono, né le 13 avril 1896 à Adafianu (Gold Coast);

18^o) Fumey William, propriétaire planteur, demeurant et domicilié à Lomé (Togo), 2 Rue des Pêcheurs, né le 24 août 1883 à Porto-Séguro (Cercle d'Anécho);

19^o) Amekugee Simon, commis d'administration, demeurant et domicilié à Lomé (Togo), 23 Rue du Chemin de fer, né le 5 avril 1917 à Palimé (Togo);

20^o) Amerding Stephan, commis principal des douanes, demeurant et domicilié à Lomé (Togo), 4, ancienne Rue de Bé, né le 5 avril 1893 à Anécho (Togo).

Chaque associé ayant versé effectivement 5.000 frs. représentant 5 parts.

Noms des administrateurs de la coopérative :

M.M. Cosme Deckon,
Alphonse Akpabie
Fred Tamakloe
Stephan Armerding
Louis Amegee
Albert Ahadji
Fred Gadegbeku
Joseph Aklassou.

Montant du capital social :

Le capital social est fixé à 100.000 francs divisé en cent parts de 1.000 francs entièrement versées.

Réserves : Il est effectué sur les excédents annuels un prélèvement de trois vingtième destiné à la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire quand le fond de réserve légal atteint une somme correspondante au montant du capital social.

Il peut, en outre, être constitué une ou plusieurs réserves facultatives en vue de faire face à toutes éventualités.

En aucun cas les réserves, quelles qu'elles soient, ne peuvent être partagées entre les coopérateurs.

Après constitution des fonds de réserve, le reliquat des excédents est réparti entre les adhérents proportionnellement aux opérations qu'ils auront faites avec la coopérative.

La constitution des réserves ainsi que l'affectation du reliquat des excédents sont décidées par l'Assemblée générale sur la proposition du conseil d'administration.

Durée : La durée de la coopérative est fixée à 49 ans, à dater du jour de sa constitution définitive, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

Les statuts de la « Coopérative des planteurs de coco du littoral togolais » ont été déposés au greffe du Tribunal de première Instance de Lomé (Togo) tenant lieu de Tribunal de commerce le 19 avril 1951.

Lomé, le 25 mai 1951.

Le Greffier en chef

LOUIS GAETAN.

Avis de perte

Avis est donné au public de la perte de la Copie du Titre Foncier n^o 311 du Cercle de Lomé, appartenant à la Dame Apaloo Hélène Amegbessi.

Pour deuxième insertion conformément à l'article 99 du Décret du 24 juillet 1906.

SERVICE METEOROLOGIQUE
DU TOGO

BULLETIN CLIMATOLOGIQUE ANNUEL

STATIONS	Température en degrés C.			Etat hygrométrique moyenne en o/o	Tension de vap. moyenne en mb	Vent vitesse en m/s	Vents dominants	Nombre de jours			
	Moy.	Max.	Min.					Orage	Grain	Brouillard	Brume
Lomé	26,2	30,2	22,0	84	27,5	4	SW	128	25	35	21
Palimé	26,2	32,5	19,7	80	25,8	1	W	108	31	262	162
Klouto	24,1	29,2	19,1	84	23,7	2	SW	90	39	53	95
Nuatja											
Atilakoutsé	22,9	26,8	18,9	86	21,8	3	SSW	208	35	112	165
Atakpamé	26,6	32,5	20,7	73	24,2	1	SSW	146	17	47	74
Sokodé	26,2	32,1	20,5	66	21,2	2	SSW	105	15	49	115
Alédjo	23,5	28,1	19,0	67	18,9	3	E	104	33	111	165
Pagouda	27,2	34,0	21,7	77	28,8	3	SW	35	26	0	263
Mango	28,0	34,8	21,2	56	20,2	2	SW	110	46	6	134

BULLETIN PLUVIOMETRIQUE ANNUEL

STATIONS	ANNEE 1950		MOYENNE		P	N ¹
	H	N	H	N		
Lomé ville	914,3	63	740,0	60,5	123%	39
Lomé Aéro	827,5	56				
Baguida	823,3	56				
Porto-Séguro	1030,3	54				
Anécho	997,8	55	803,6	47,5	125%	33
Sanguéra	776,9	37				
Agouévé	965,7	51				
Noépé	696,6	53				
Mission-Tové	861,9	58	972,3	54,4	86%	11
Aklakou	971,1	67	884,8	58,2	11%	11
Badja	1035,4	56				
Atitogon	719,1	63	1233,9	61,7	58%	10
Tsévié	1052,6	50	1011,1	72,6	104%	20
Assahoun	1119,1	54	1133,3	60,4	79%	11
Afagna-Bletta	904,9	57				
Tabligbo	893,6	62	1097,6	74,9	81%	11
Tchékpo-Dédékpou	986,2	73	950,3	81,0	104%	11
Tovégan	927,4	71				
Agbélouvé	1518,4	59	1188,7	66,4	128%	11
Glékové	1108,6	68	1279,8	71,5	87%	11
Agou	1198,3	88				
Palimé	1472,3	62	1504,3	99,5	98%	28
Klouto	1375,0	94	1765,2	118,8	78%	29

STATIONS	ANNEE 1950		MOYENNE		P	N ¹
	H	N	H	N		
Nuatja	955,0	65	1076,7	81,3	89 %	28
Daye-Kakpa	1206,3	78	1383,9	96,1	87 %	11
Kpélè-Goudévé	958,9	86	1349,4	98,3	71 %	11
Gléi	963,1	56				
Atilakoutsé	1174,8	101				
Amlamé	1485,2	90	1600,5	103,1	99 %	11
Atakpamé	978,9	103	1422,8	95,4	69 %	34
Kougnohou	1349,0	56				
Anié	767,8	66				
Kpessi	959,3	58	1190,6	56,4	80 %	10
Yégué	1030,3	91	1319,4	97,1	78 %	13
Pagala	1015,5	73				
Blitta	1176,3	81	1316,9	84,4	89 %	11
Djabatauré	879,7	66				
Sokodé	1180,2	109	1355,6	98,3	87 %	31
Tchamba	1178,4	69	1164,2	93,6	101 %	9
Bassari	964,6	91	1288,0	101,7	75 %	26
Alédjo	1296,9	83	1603,7	107,2	81 %	13
Kabou	923,1	75				
Lama-Kara	755,8	77	1231,7	95,0	61 %	11
Kouméa	873,0	80				
Guérin-Kouka	1273,0	81	1213,2	75,5	105 %	11
Pagouda	1161,0	56	1312,5	88,0	88 %	15
Kandé	1265,3	67	1122,1	87,8	113 %	11
Mango	918,5	80	1043,7	72,7	88 %	32
Barkoissi	663,8	63				
Bidjenga	961,5	49				
Bombouaka	928,4	70				
Nakitindi-Laré	762,0	52				
Pana	834,5	50				
Nano	911,7	50				
Dapango	1058,0	71	1084,9	69,2	97 %	15

H : Hauteur d'eau en millimètres et dixièmes

N : Nombre de jours de pluie $\geq 0^{\text{mm}} 1$

P : Pourcentage hauteur actuelle par rapport à la moyenne

N¹ : Nombre d'années sur lesquelles la moyenne est calculée

Les Stations sont classées dans l'ordre géographique du Sud au Nord